

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »
 Départements. 18 75 37 50 75 »
 Union Postale. 21 50 43 » 86 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le Bilan du Divorce

XII

L'ÉVANGILE ET LE DIVORCE

Un petit nombre de textes extraits de l'Évangile posent, pour le monde chrétien, la question du divorce ou du mariage indissoluble.

C'est tout d'abord ce fragment de saint Matthieu :

« Les pharisiens avaient demandé au Christ si, dans la loi nouvelle qu'il leur apportait, « il était permis de répudier sa femme ».

Jésus répondit :

« C'est à cause de la dureté de votre cœur que Moïse vous a permis de renvoyer vos femmes ; mais cela n'a pas été ainsi depuis le commencement. Aussi je vous déclare que quiconque renvoie sa femme, si ce n'est pour cause d'inconduite, et en épousant une autre, commet un adultère ».

Jésus songeait à cette disposition de la loi mosaïque qui fait un devoir à l'époux trompé de se débarrasser de sa femme et lui permet, dans ce cas précis, de contracter un nouveau mariage. Il est possible qu'il n'ait pas voulu heurter de face des adversaires aussi redoutables que les pharisiens. Il est encore plus vraisemblable que saint Matthieu, très attaché à la doctrine mosaïque, a ici développé la parole du Maître dans le sens de son instinct personnel. A supposer dans tous les cas que cette parole laisse subsister quelque ambiguïté, nous possédons d'autres textes dont elle est bannie.

La parole : « On ne sépare pas ce que Dieu a uni » a un caractère absolu. Elle exclut tout compromis de divorce. De même, saint Marc et saint Luc font dire à Jésus, avec une décision bien nette :

« Quiconque renvoie sa femme et en épousant une autre est adultère ».

On trouve en feuilletant les commentaires des explications merveilleusement ingénieuses, qui éclairent d'une lumière imprévue cette apparente contradiction. C'est ainsi que C. F. Brœnning, qui en sa qualité de théologien protestant tient pour le divorce, n'est nullement embarrassé par la parole : « On ne sépare pas ce que Dieu a uni ».

« Deux époux, dit-il en substance, ne sont pas une seule chair ; chacun d'eux a sa voie. Dans le principe, leurs cœurs n'ont pas été faits l'un pour l'autre. Et c'est pour cette raison qu'ils se détournent l'un de l'autre. Dieu ne les a pas unis ; leur union est leur œuvre à eux. Or, ce que Dieu n'a pas uni ne peut tenir. Et ce que les hommes ont uni, un tribunal humain peut le désunir ».

Ah ! qu'ils ont raison les instituteurs de religions qui se refusent à écrire eux-mêmes leurs lois ! Voilà une question aussi importante que l'indissolubilité du mariage ou sa fragilité : elle est mise en cause parce qu'un disciple a peut-être mal placé une incidente entre deux virgules !

S'il avait écrit : « Quiconque renvoie sa femme et en épousant une autre, si ce n'est pour cause d'inconduite... » l'hésitation ne serait pas permise. L'indissolubilité du mariage serait suspendue, le divorce et le remariage seraient autorisés dans un cas défini : l'adultère de la femme. Mais l'incidente « si ce n'est pour cause d'inconduite » est placée entre la proposition « quiconque renvoie sa femme » et celle-ci : « et en épousant une autre ». De telle sorte que l'Eglise est fondée à dire dans son commentaire :

« Le texte de saint Matthieu n'autorise point le divorce ni le remariage ; seulement la séparation de corps ».

Telle est bien en effet la doctrine qu'elle dégage de la comparaison des textes.

Il faut attendre au Concile de Trente pour voir cette discipline érigée en dogme, elle s'affirme, dès les premiers siècles, sous la forme du conseil ou de l'obligation.

Saint Basile dit dans son épître à Amphiloque :

« Le mari qui, se séparant de son épouse, en prend une autre, est adultère et celle qui habite avec lui est également adultère ».

Origène, dans son commentaire sur saint Matthieu, affirme que « les évêques qui permettent le remariage au mari, après répudiation de la femme adultère, vont contre le sens de l'Écriture ».

Saint Chrysostome aperçoit avec une pitié toute chrétienne le triste état où le divorce place la femme mariée après le sacrifice qu'elle a fait de sa virginité :

« La femme, dit-il, est sous la loi et de même que l'esclave fugitif traîne partout avec lui la chaîne de son maître, ainsi une femme qui abandonne son mari à une loi qui la suit, qui l'accuse d'adultère et condamne même ceux qui l'accueillent ».

Saint Augustin, si renseigné, si homme du monde, précise avec plus de netteté que tous les autres le danger moral et social du divorce :

« Une femme, dit-il, ne peut devenir l'épouse d'un second mari avant la mort du premier. Pour qu'elle cesse d'être l'épouse du premier, il faut qu'il ait cessé de vivre. Il ne suffit pas qu'il soit tombé en adultère. Pour cause d'adultère, une femme peut se séparer de son mari. Elle ne peut rompre le lien qui l'attache à lui, quand même elle ne se réconcilierait jamais avec lui. Ce lien dure jusqu'à la mort. En effet, si le nœud conjugal pouvait être rompu par l'adultère de l'épouse, il s'ensuivrait cette conséquence pleine de danger : la femme, par son impureté, pourrait se débarrasser de tout lien ».

C'est la doctrine même que l'Eglise devait fixer au Concile de Trente, dans ce septième canon des articles qui ont trait au sacrement de mariage. Je le cite parce qu'il ne laisse subsister aucune

ambiguïté et fixe définitivement les devoirs des catholiques en matière d'indissolubilité conjugale :

« Si quelqu'un dit que l'Eglise est dans l'erreur quand elle enseigne, comme elle a toujours enseigné suivant la doctrine de l'Évangile et des Apôtres, que le lien du mariage ne peut être dissous par le péché d'adultère de l'une des parties, et que ni l'un ni l'autre, non pas même la partie innocente qui n'a point donné sujet à l'adultère, ne peut contracter d'autre mariage pendant que l'autre partie est vivante : qu'il soit anathème ».

On a soutenu que, malgré cette déclaration d'unité et d'indissolubilité, nombre de Papes, quand leurs intérêts ou leur rapacité étaient en jeu, surent tourner la loi du Concile. L'Eglise répond très victorieusement qu'elle aime mieux perdre la direction des âmes anglaises que céder à Henri VIII sur la question de l'indissolubilité du mariage.

Sur cette question, un Pape aussi libéral que Léon XIII est, à la fin du dix-neuvième siècle, aussi intransigeant que Clément VII. En 1880, dans une lettre encyclique dont les termes n'ont pas été oubliés, il a affirmé que « le mariage est un sacrement » et, d'autre part, que « la société civile ne saurait avoir le droit de rompre un nœud qu'elle n'a pas le pouvoir de former ».

— L'Eglise, dit le Pape, ne méconnaît pas que le sacrement de mariage a encore pour but la conservation et l'accroissement de la société humaine. Il a des liens et des rapports nécessaires avec les intérêts humains. Ce sont là vraiment des conséquences du mariage. En ce qu'elles touchent aux matières civiles, ces choses sont à bon droit de la compétence et du ressort de ceux qui sont à la tête de l'Etat.

Mais le mariage même dans son essence ?

Il leur échappe.

On s'arrête un droit qu'on n'a point, quand on prétend le dissoudre.

Dira-t-on que le Pape parle ici dans le désert, qu'il part toujours de la supposition que les nations modernes lui appartiennent et qu'il y a au dix-neuvième siècle une chrétienté catholique, comme au moyen âge, soumise à sa personne » (de Mossenay) ?

A supposer que Léon XIII eût cette vision optimiste de son pouvoir sur les âmes, il faut reconnaître dans tous les cas que sa parole se fait entendre très haut en tout pays catholique.

Je trouve l'indication précise de cette influence dans une étude démographique du divorce et de la séparation de corps dans les différents pays de l'Europe par M. Jacques Bertillon. C'est, sur la matière, le seul livre vraiment scientifique que je connaisse. On ne peut imaginer plus de clarté, de précision et de conscience. La statistique ainsi maniée sort du domaine des songes. Elle devient un fondement solide de l'histoire des mœurs, un oracle qu'on ne peut se dispenser d'interroger, sous peine de se condamner à l'erreur.

M. J. Bertillon a étudié l'influence des traditions religieuses sur le divorce. A l'époque où il a publié son livre, le divorce n'était pas ressuscité chez nous. Il n'a donc pu nous dire comment les choses se passent pour la France. Je crois qu'il ne le pourrait pas davantage aujourd'hui. En effet, par suite d'une omission regrettable, la religion à laquelle appartiennent les époux séparés ne figure pas dans les statistiques du divorce. On la note en Suisse, on la note dans les Pays-Bas, on la note en Bavière, c'est-à-dire dans les trois Etats d'Europe où les populations catholiques et protestantes semblent se balancer avec le moins d'inégalité.

Or, voici les conclusions auxquelles aboutit M. Bertillon. Je cite textuellement :

« Les divorces sont très rares dans tous les cantons suisses catholiques ; leur fréquence est incomparablement au-dessous de la moyenne suisse. Dans les cantons protestants, au contraire, les divorces ont une fréquence extraordinaire, dont on ne trouverait l'exemple dans aucun pays d'Europe ».

Voyons les Pays-Bas :

« Non seulement le catholicisme diminue le nombre des divorces, mais encore les séparations de corps sont plus rares dans les pays catholiques que dans les protestants ».

M. Bertillon se livre à la même étude sur la Bavière et il conclut, en soulignant comme je fais :

« Tousjours, la chance du divorce est plus faible pour les catholiques que pour les protestants ».

S'explique-t-on maintenant pourquoi les catholiques de France ont considéré le rétablissement du divorce comme une loi de persécution religieuse ?

Sans doute, si l'on publiait en face des noms des divorcés français la religion à laquelle ils appartiennent, beaucoup d'entre eux écriraient « catholiques ». Ils ne songeraient pas à se déclarer libres penseurs. Or, tous ces catholiques-là sont perdus pour l'Eglise. Elle les met hors de sa communion s'ils se remarient.

Regardez maintenant par qui il est patronné la loi du divorce, qui s'est élevée contre elle. Il vous faudra conclure que, comme la loi de la neutralité et de la laïcisation de l'hôpital, elle a été surtout en pays catholique une loi dirigée contre la discipline catholique.

Cela fit son succès. Cela pourrait causer sa déchéance.

Hugues Le Roux.

Échos

La Température

La situation reste toujours troublée. Une grande dépression continue et sur nos côtes de l'Ouest la mer est très houleuse, très grosse devant Boulogne, Calais et Le Havre. En

outre, des pluies sont signalées presque partout. Cependant, la température tend à se relever. Hier, le thermomètre indiquait 11° au-dessus à une heure du matin, et 15° dans l'après-midi ; on notait 16° à Barcelone. La température se rapproche de la normale, mais les grosses averses sont toujours probables. Dans la soirée, pluie ; le baromètre indiquait 757 mm, ayant marqué 755 mm dans la journée.

Les Courses

A 2 h., Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de Nouan : Vignec.
 Prix Fitz-Roya : Lorient.
 Prix du Cœur-Volant : Sinha.
 Prix de Riquebourg : Niger II.
 Prix Boiard : Le Roi Soleil.
 Prix de Becheville : Libaros.

CONCOURS HIPPIQUE

A 1 heure 1/2 : 6^e classe, chevaux de selle. — A 4 heures : Sauts d'obstacles. Prix Moncey. Couplés. Officiers.

ENTRE CATHOLIQUES

J'ai déjà salué, ici même, l'effort généreux d'un groupe de catholiques réunis autour d'un Comité qui réclame « la triomphe de la justice et de la vérité dans la crise actuelle », c'est-à-dire qui est revisionniste. Ce Comité, présidé par M. Paul Viollet, de l'Institut, a convoqué, comme on l'a vu avant-hier, ses adhérents à une modeste séance dans laquelle le président et M. l'abbé Pichot ont éloquentement parlé au nom du Parti de la Vérité dont je m'honore d'être un humble membre. Je crois avoir eu l'avantage de faire connaître au public M. l'abbé Pichot. Ma présentation lui a valu les outrages enragés de quelques-uns de nos frères en Jésus-Christ. Il s'en moque probablement, comme moi.

Si les catholiques ont conquis de nos jours la légitime influence qu'ils exercent, si leurs établissements d'éducation ont obtenu ce résultat énorme, admirable d'arriver *ex aequo* avec ceux de l'Etat qui dispose de toutes les ressources nationales, à qui le doivent-ils ? A des hommes tels que Falloux, Montalembert et Lacordaire. Ouvrez les feuilles qui, il y a un demi-siècle, revendiquaient, sans le mériter, l'honneur de représenter les catholiques, et qui nourrissent encore cette prétention. Vous trouverez les Falloux, les Lacordaire, les Montalembert accablés d'injures, dénoncés, accusés de trahison, d'apostasie, mille fois plus maltraités, si c'est possible, que les Vénérables les plus vénérables des Loges.

Ce sont ces mains qui ils ont mordu qui ont rendu les catholiques maîtres de la bourgeoisie française. Ce sont les mains qui ils sont en train de mordre qui les empêcheront, peut-être, de perdre le fruit, si péniblement cueilli, de tant d'efforts et de tant d'abnégation.

Car, comme l'a dit M. Jorrand, si, à peine sortis de l'ère de la persécution, ils essayent de persécuter à leur tour, s'ils justifient en quelque sorte les moyens déloyaux dont on s'est servi contre eux, en s'en servant contre d'autres, ils devront, qu'ils n'en doutent pas, subir des représailles féroces et d'autant plus terribles qu'ils auront pour ainsi dire désarmé leurs amis et paralysé leurs défenseurs.

C'est donc servir les idées religieuses que de crier casse-cou à ces égarés qui se réclament d'une religion d'amour avec des cris de haine, et de supplier les enfants des martyrs de ne point se transformer en bourreaux.

La tâche est ingrate, car la plupart de ces enragés s'irritent des services qu'on essaye de leur rendre.

Je ne parle, bien entendu, ni de notre admirable clergé qui est resté silencieux — un peu trop peut-être — devant la danse du scalp, ni des catholiques qui ont imité leurs prêtres. Je parle pour ce monde bruyant et sonore qui est au parti catholique ce que les carillons sont aux églises. Je parle pour ces demi-sauvages qui confondent la superstition avec la foi, et les simagrées avec les œuvres, comme les nègres du Congo confondent le faux col, les bottes et le chapeau Gibus avec la civilisation. — J. CORNELLY.

A Travers Paris

Le grand-duc Nicolas Michailovitch, arrivé à Paris depuis quelques jours et descendant dans le plus strict incognito à l'hôtel Mirabeau, est parti hier soir pour reprendre à Tiflis le commandement de la division des grenadiers du Caucase.

On lit dans l'*Echo de Paris*, sous la signature de notre nouveau confrère M. Quesnay de Beaurepaire :

C'est un des ministres qui, ces jours derniers, a livré l'instruction secrète au *Figaro*. Une personne sûre m'a révélé le nom de ce ministre.

Comment ! M. Quesnay de Beaurepaire connaît le nom et il ne le dit pas ! Notre confrère n'a décidément pas le sens du journalisme. Grave défaut pour un homme qui entre en carrière !

La *Croix* annonce que le Saint-Père a nommé comme secrétaire de la nonciature de Paris Mgr Cavichioni, pro-secrétaire du Concile.

Il est à peine besoin de démentir cette information, d'abord parce que le poste de secrétaire de la nonciature de Paris n'est pas vacant, ensuite parce que Mgr Cavichioni, qui est archevêque, ancien internecore au Brésil et occupe à Rome un poste cardinalice, n'a pas démerité du Saint-Siège au point d'être envoyé comme simple secrétaire dans une nonciature.

Par décision présidentielle rendue sur la proposition du ministre de la marine, M. Le Gall, inspecteur en chef de 2^e classe

des services administratifs de la marine, hors cadres, est admis à faire valoir ses droits à la retraite. Il cessera de figurer sur les contrôles de l'activité à partir du 1^{er} mai prochain.

L'ancien directeur du cabinet civil du Président Félix Faure a été nommé récemment, on s'en souvient, trésorier-payeur général à Nîmes.

INSTANTANÉ

M. BIZARELLI

Elu, dimanche dernier, sénateur de la Drôme, en remplacement de M. Loubet, récemment appelé à de plus hautes fonctions. A même été élu sans concurrent, ce qui prouve que l'avènement de M. Loubet à la présidence de la République a eu pour premier effet de faire fusionner tous les partis dans la Drôme. Le Président de la République, comme le prouve son dernier voyage, est prophète dans son pays : c'est toujours cela !

M. Bizarelli est bien connu dans les milieux parlementaires. Né à Saint-Florent, en Corse, il n'appartient à la Drôme que par adoption, mais c'est comme s'il y était né, car depuis 1878 il représente ce département à la Chambre. Il s'y était fait, avant d'entrer dans la politique, une excellente situation comme médecin. Il soignait la plupart de ses malades gratuitement, et c'est même ce qui l'empêcha longtemps d'être nommé député.

On n'est pas bête, en effet, dans le Midi, et les électeurs s'étaient fait ce raisonnement très simple :

— Si nous envoyons Bizarelli à Paris, qui donc nous soignera en son absence ?

Bizarelli dut leur promettre de venir les soigner pendant plusieurs législatures. A bien eu quelquefois maille à partir avec les journalistes, mais ces petites brouilles ont toujours été sans lendemain. M. Bizarelli est, en effet, de la race des hommes bienfaisants, et derrière son épaisse barbe noire, drue et touffue comme les maquis de son pays, il y a un bon sourire et deux bons yeux pleins de bienveillance.

Signe particulier : S'est engagé comme médecin à l'armée de l'Est, durant la guerre de 1870. Ce n'est pas la son moindre titre aux sympathies et aux suffrages de ses concitoyens !...

La vente de l'*Angelus* de Corot et des trois remarquables tableaux dont nous avons parlé comme d'un des événements artistiques de la saison a lieu aujourd'hui, à 4 heures, Hôtel Drouot, salle 10. Exposition publique avant la vente.

A propos de la « Grande Promotion » qui faisait samedi à la Madeleine son vingt-cinquième anniversaire, rappelons que le major de cette promotion est le lieutenant-colonel de Lagrenne, ancien officier d'ordonnance du Président Félix Faure, actuellement en voyage de congé à Athènes.

Le lieutenant-colonel de Lagrenne va rentrer sous peu en France et ira prendre au 10^e chasseurs à cheval le poste auquel il a été nommé ces jours derniers.

Un joli succès à l'actif de notre industrie : dans la dernière quinzaine de mars, sept cents « acalènes » sont sorties des deux succursales de la Métropole, la célèbre maison de construction des bicyclettes sans chaîne.

Un pareil chiffre prouve suffisamment le succès définitif des Royales-Velléda qui se fabriquent aux usines de la rue Saint-Maur et qui servent de modèles aux constructeurs du monde entier.

On fait beaucoup d'essais en matière d'hygiène alimentaire, maison en revient toujours aux produits qui ont fait leurs preuves et que dame Nature créa pour notre bien.

Après le rang et consacré par l'usage universel, se trouvent les produits de Vichy-Etat, provenant tous — soit directement, comme les eaux, soit par manipulation, comme les pastilles, les bonbons, etc. — des fameuses sources Célestins, Hôpital ou Grande-Grille.

On ne fait jamais appel en vain à la charité militante des lecteurs du *Figaro*. L'écho que nous avons consacré, il y a quelques jours, à la détresse de Mme Camille Bias nous a valu de recevoir, à l'adresse de la malheureuse femme, une enveloppe contenant cinq cents francs, malheureusement sans indication de provenance.

Que le généreux donateur reçoive donc, sous le voile de l'anonymat dont il a tenu à s'envelopper, les remerciements de Mme Bias, de ses pauvres enfants, ainsi sauvés de la famine, — et les nôtres !

Le métier de Prophète est souvent moins difficile qu'on ne l'imagine. C'est ainsi qu'il suffisait d'avoir vu, rue Meyerbeer, les délicieux Emaux-Miniatures de Raoul Hédoux pour prédire à coup sûr le succès qu'ils devaient obtenir auprès des raffinés. Ajoutons aujourd'hui que plus on les connaît, plus le succès ira grandissant, et ce sera justice.

Nouvelles à la Main

Berlureau, de sa fenêtre, correspond par signes avec la petite dame d'en face. Mme Berlureau, qui s'est aperçue du manège :

— Je t'y pince, gredin, à faire de la télégraphie sans fil !

Chez la tireuse de cartes.

— Veuillez couper de la main gauche.

— De la main droite, alors !

Le Masque de Fer.

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Nous donnons aujourd'hui les dépositions suivantes :

1^{er} M. le général de Galliffet ;

2^e M. Casimir-Perier, qui était Président de la République au moment de l'affaire Dreyfus en 1894 ;

3^e M. Laroche, ancien résident général à Madagascar, qui a eu sous ses ordres M. le capitaine Freytag, membre du Conseil de guerre de 1894 ;

4^e M. d'Ocagne, répétiteur à l'Ecole polytechnique, qui fut mêlé à l'incident Poinlevé-Hadamard avec le général Gonse ;

5^e M. Longuet, ancien élève de l'Ecole polytechnique, directeur de l'usine à ciments de Boulogne-sur-Mer, témoin que M. le général Roget avait désigné comme ayant vu Dreyfus à Bruxelles ;

6^e M. Poinlevé, répétiteur à l'Ecole polytechnique, dont la conversation avec M. Hadamard, cousin du condamné Dreyfus, avait été inexactement rapportée au général Gonse, et qui fut mandé à ce sujet par le général Gonse ;

7^e M. Hadamard, cousin par alliance du condamné Alfred Dreyfus.

DÉPOSITION

DE

M. LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET

SEANCE DU 5 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Pouvez-vous fournir à la Cour des renseignements sur les aveux que Dreyfus aurait faits, le jour de sa dégradation, en présence du capitaine Lebrun-Renaud ?

Le général de Galliffet. — Je n'ai aucune connaissance de ces aveux. Tout ce que je sais, c'est que le général Darras, qui commandait les troupes le jour de cette cérémonie, est venu me trouver dans le courant de l'après-midi et m'exprima l'impression pénible qu'il avait ressentie. Il me dit que Dreyfus n'avait cessé de protester de son innocence.

Le président. — Savez-vous quelque chose de l'incident suivant qui se serait produit ce jour-là ?

Le capitaine Bourguignon, qui était chargé en partie de la surveillance de Dreyfus, ayant entendu celui-ci dire qu'il protesterait de son innocence devant les troupes, serait allé immédiatement lui prévenir le général Darras, qui aurait répondu : « Que voulez-vous que j'y fasse ? Je ne puis pas, comme Santerre, faire couvrir sa voix par un roulement de tambour ! »

Le général de Galliffet. — Le général Darras ne m'a pas parlé de ce fait.

Le président. — Pourriez-vous fournir à la Cour quelques renseignements sur le lieutenant-colonel en réforme Picquart, qui aurait été sous vos ordres ?

Le général de Galliffet. — En 1890, j'étais membre du Conseil supérieur de la guerre et commandant éventuel d'une armée. En cette qualité je disposais d'un état-major assez nombreux. Un emploi, celui de chef de bureau des renseignements, étant devenu vacant, le commandant Picquart me fut signalé par le général de Miribel, le général de Boisdère, le général de Saint-Germain et le général Renouard, comme l'officier supérieur le plus apte à remplir cet emploi.

J'ai eu sous mes ordres le colonel Picquart pendant cinq ans. Il méritait mon estime la plus profonde.

Les autres chefs qui l'employaient, le général Brault, chef d'état-major général de l'armée, le général Darras, le général Bailloud, le général Millet avaient pour lui autant d'estime que d'affection et me le signalaient en toutes circonstances comme un officier destiné à arriver aux plus hautes situations de l'armée.

Cette année même, le colonel Picquart, ayant été appelé à paraître devant un Conseil d'enquête, me demanda de l'assister. Je déposai en sa faveur dans les mêmes termes que ceux que je viens d'employer devant la Cour.

Je ne savais pas ce dont il était accusé. Trois jours après ma déposition le général Zurlinden, gouverneur de Paris, qui avait fait partie de mon état-major d'armée, dont il était appelé à commander l'artillerie, et qui savait l'intérêt que j'en portais à mon ancien subordonné, me envoya le général Bailloud, qu'il avait chargé de me dire que ma déposition avait produit le meilleur effet ; que lui, le général Zurlinden, demanderait au ministre d'user d'une grande indulgence en faveur du colonel Picquart et de ne lui infliger qu'une punition disciplinaire, en tenant compte de la prison préventive qu'il avait subie au Mont-Valérien.

J'eus donc lieu d'être étonné quand, un mois après, j'appris que le ministre de la guerre avait appliqué au colonel Picquart le maximum des peines qu'il pouvait encourir.

Le lendemain du jour où fut connu le décret qui frappait le colonel Picquart, sa famille et plusieurs amis me demandèrent :

« Pourquoi le ministre de la guerre n'a-t-il pas appliqué à Dreyfus la même punition disciplinaire, en tenant compte de la prison préventive qu'il avait subie au Mont-Valérien ? »

Je leur disais que Dreyfus avait été condamné à mort par un conseil de guerre, et que moi-même j'avais été témoin de sa dégradation.

Le président. — Le témoignage favorable que vous venez de faire en faveur de Picquart a été, d'après ce que vous nous avez dit, dicté d'après ce que vous connaissiez de son attitude et de sa conduite comme officier, jusqu'en janvier 1898, date de sa comparution devant le Conseil d'enquête, depuis le procès Zola qui s'est déroulé du 7 au 23 février et de la mise en réforme qui a été prononcée le 25 février. En faisant votre déposition, aviez-vous connaissance des faits en raison desquels il est actuellement poursuivi devant le Conseil de guerre ?

Le général de Galliffet. — Je n'ai pu témoigner en faveur du lieutenant-colonel Picquart qu'en raison des services qu'il a rendus jusqu'au 23 janvier 1895,

Le président. — Le témoignage favorable que vous venez de faire en faveur de Picquart a été, d'après ce que vous nous avez dit, dicté d'après ce que vous connaissiez de son attitude et de sa conduite comme officier, jusqu'en janvier 1898, date de sa comparution devant le Conseil d'enquête, depuis le procès Zola qui s'est déroulé du 7 au 23 février et de la mise en réforme qui a été prononcée le 25 février. En faisant votre déposition, aviez-vous connaissance des faits en raison desquels il est actuellement poursuivi devant le Conseil de guerre ?

époque où j'ai été mis dans le cadre de réserve. Les faits qui ont amené Picquart devant le Conseil d'enquête et le Conseil de guerre sont postérieurs à cette date.

Je n'avais pas qualité pour en connaître et je n'en sais que ce que mes camarades ont pu m'en dire, mais nous sommes beaucoup, dans l'armée, qui croyons que les crimes qui amènent Picquart devant le Conseil de guerre ne sont autres que ceux qui ont motivé son voyage dans l'Est, son envoi en Tunisie et sa comparution devant le Conseil d'enquête.

Je tiens à répéter devant la Cour ce que j'ai dit devant le Conseil d'enquête.

« Je ne sais si le colonel Picquart a commis une faute; mais, s'il l'a commise, je suis certain qu'il n'y a été amené que par son amour de la vérité, et certainement pas poussé par un sentiment vil. »

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GÉNÉRAL DE GALLIFFET.

DEPOSITION

M. CASIMIR-PERIER

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous diriez-vous dire à la Cour à quelle époque vous avez été informé, en 1894, des premiers soupçons qui pesaient sur Dreyfus, et dans quelles circonstances ?

M. Casimir-Perier. — La Cour n'ignore pas que, cité devant la Cour d'assises de la Seine, à la requête de M. Zola, j'ai déclaré que l'irresponsabilité constitutionnelle m'imposait le silence.

Cette déclaration n'avait rien coûté à ma conscience, car si j'ai d'ordinaire ignoré, pendant que j'occupais la présidence de la République, ce qui touchait à la marche des affaires publiques, il n'est aucun fait porté à ma connaissance personnelle que j'aie laissé ignorer aux ministres responsables.

Mais aujourd'hui, ce n'est pas à la requête d'une partie que je suis devant la Cour de cassation, et j'ai pu constater que mon silence a accablé cette pensée que j'ai, seul, eue, connaissance d'incidents, de faits ou de documents qui pourraient déterminer la justice.

Dans l'état de division et de trouble où je vois mon pays, j'estime que mon devoir est de me mettre sans réserve à la disposition de la juridiction suprême.

Je répondrai à toutes les questions que M. le président croira devoir me poser. C'est le général Mercier qui, le premier, m'a parlé des soupçons, qui étaient, ensuite, chez lui, devenus une conviction à l'égard de Dreyfus.

Je ne puis préciser la date de cette communication; mais elle ne devait précéder que de peu de temps la réunion du Conseil de guerre. Je n'ai pas souvenir que le ministre de la guerre ait entretenu, le jour de la Toussaint, de cette affaire, un Conseil qui se serait réuni à l'Élysée. J'ajoute qu'aucune réunion spéciale du Conseil à l'Élysée n'a été provoquée par l'affaire Dreyfus.

Le président. — Les poursuites contre Dreyfus étaient donc engagées et Dreyfus arrêté lorsque vous avez eu, pour la première fois, connaissance de l'affaire ?

M. Casimir-Perier. — Je le crois, mais il pourrait naître dans mon esprit une confusion entre une communication du général Mercier m'annonçant ses intentions ou me faisant part de faits accomplis.

Le président. — Quand le général Mercier vous a parlé de l'affaire, vous a-t-il parlé des charges contre Dreyfus ?

M. Casimir-Perier. — Oui. Il m'a parlé, d'une façon générale, du peu de confiance que ses camarades avaient en lui et de ce fait qu'on aurait constaté la communication à une puissance étrangère d'une pièce portant son écriture.

Le président. — Ne vous a-t-il pas parlé également de documents secrets ou diplomatiques qui, en dehors du bordereau, accusaient des fuites à l'étranger de l'armée et concentraient les soupçons sur un officier d'état-major ?

M. Casimir-Perier. — J'ai souvenir que le général Mercier m'a dit avoir été informé par une personne étrangère qu'il y avait des fuites à l'étranger de l'armée, mais j'avais compris que cette communication était verbale, et il n'est pas dans mes souvenirs qu'elle visât nommément Dreyfus.

Le président. — Avez-vous souvenir d'un incident diplomatique qui se serait produit à l'occasion de l'affaire Dreyfus, soit au cours de l'instruction, soit postérieurement, et qui serait relatif à cette affaire ?

M. Casimir-Perier. — Le 5 janvier, M. le ministre des affaires étrangères était dans le Midi. L'ambassadeur d'Allemagne s'est rendu auprès de M. le président du Conseil, et lui communiquant une dépêche qu'il aurait reçue de M. de Hohenlohe au nom de l'Empereur, a prié le président du Conseil d'obtenir de moi une audience, cette dépêche l'invitant à traiter la question personnellement avec moi.

M. Dupuy est venu me rendre compte de cette démarche, m'a remis le texte de la dépêche, et j'ai indiqué un rendez-vous pour le lendemain à l'ambassadeur d'Allemagne.

L'entretien a eu lieu le lendemain, dimanche, vers une heure.

Dans cette dépêche, on demandait au Président de la République, et personnellement à M. Casimir-Perier, pourquoi l'ambassade d'Allemagne se trouvait, dans les journaux, impliquée dans l'affaire Dreyfus ? Et si elle ne l'était pas, on réclamait un démenti formel.

Après avoir relu la dépêche, j'ai fait remarquer à l'ambassadeur d'Allemagne que sa démarche était quelque peu insolite; que c'était avec le ministre responsable ou, en son absence, avec le président du Conseil, qu'il serait normal de traiter cette affaire; mais qu'il était fait appel à ma loyauté d'homme privé; que, dans ces conditions, ce n'était plus une affaire diplomatique à traiter, mais une question de loyauté qui m'était posée; que ma réponse ne pouvait donc engager que l'homme privé; et que, dans

ces conditions, l'ambassadeur saurait tout.

J'ai dit alors que la pièce avait été trouvée à l'ambassade d'Allemagne.

L'ambassadeur m'a répondu que cela ne lui paraissait pas possible; qu'on y recevait assurément beaucoup de pièces, mais qu'aucune pièce importante ne pouvait se trouver distraite.

Je lui ai répondu que, fort heureusement, nous ne jugions pas non plus la pièce importante; que cette déclaration faite, ni le gouvernement, ni moi-même n'impliquions l'ambassade d'Allemagne dans cette affaire; que rien n'établissait qu'elle avait sollicité la communication; que nous ne la rendions pas plus responsable de ce qu'elle recevait que nous ne pouvions être responsables des papiers qu'on nous apportait; mais qu'il suffisait qu'on eût trouvé dans une ambassade étrangère un document qu'on croyait émaner d'un officier français pour établir la culpabilité de l'officier.

L'ambassadeur ayant insisté pour une note très catégorique dégageant l'ambassade, je lui ai fait remarquer que cette note ne devrait pas viser l'ambassade d'Allemagne seule, mais toutes les autres ambassades et légations à Paris, qui pourraient se trouver d'autant plus visées qu'on ne dégageait qu'une puissance; que cette note, qu'il ne m'appartenait pas, mais qu'il appartenait au président du Conseil de rédiger, ne devait pas, selon moi, différer sensiblement de notes antérieures déjà publiées dans le même sens, car on rechercherait alors les divergences dans la forme, et ce serait un nouvel aliment de discussions.

J'ai montré à l'ambassadeur une note parue, peu de jours avant, par les soins de l'Agence Havas, et j'exprimai la pensée que si le président du Conseil acceptait, en principe, une note, les termes devaient en être à peu près ceux de la note Havas.

Sur la demande de l'ambassadeur, je lui ai assuré un nouveau rendez-vous de M. le président du Conseil, et, quelques jours plus tard, l'ambassadeur m'a fait dire que l'incident pouvait être considéré comme clos.

Le président. — L'ambassadeur d'Allemagne vous aurait-il, au cours de cette conversation, ou postérieurement, déclaré que jamais le gouvernement allemand n'avait eu de relations avec Dreyfus ?

M. Casimir-Perier. — Il n'y a eu aucune déclaration de ce genre, et le nom de Dreyfus n'a été prononcé que pour désigner l'affaire dont il s'agissait.

Le président. — Le général Mercier ne vous aurait-il pas parlé, postérieurement au jugement, de pièces secrètes qui auraient été communiquées au Conseil de guerre, qui auraient été décisives comme preuves de la culpabilité de Dreyfus ?

M. Casimir-Perier. — Je n'ai entendu parler que d'une seule pièce, celle soumise à la Cour de cassation, et qui, d'après ce que j'ai dit, n'est pas devenue réellement trop exigeant.

Je n'ai pas eu connaissance d'autres pièces secrètes.

Le général Mercier m'a dit que cette pièce avait été mise sous les yeux du Conseil de guerre.

Le président. — A quelle date à peu près et à quelle occasion le général Mercier aurait-il tenu ce propos ?

M. Casimir-Perier. — C'est, je crois, avant la condamnation, mais je n'avais pas compris que cette communication dût être limitée aux juges eux-mêmes.

Sur la demande d'un conseiller :

En nous exposant la conversation qui avait eu lieu entre vous et l'ambassadeur d'Allemagne, au sujet de la pièce qu'on a appelée le bordereau, vous nous avez dit que l'ambassadeur, vous donnant son sentiment sur la valeur de cette pièce, vous avait dit : «... et que vous lui aviez répondu : «... Dans votre pensée, cela impliquait-il que vous considériez qu'il n'y avait pas eu d'acte de trahison commis, mais que ce ne devait être qu'une « fumisterie » ?

M. Casimir-Perier. — Non assurément.

Je ne songeais qu'à l'intérêt de la défense nationale, et je ne songeais pas à disculper l'officier, ce qui serait, du reste, en contradiction absolue avec l'affirmation produite à l'ambassadeur lui-même, qu'il suffisait d'avoir trouvé l'écriture d'un officier pour établir sa culpabilité.

Ce que j'ai tenu à établir, parlant à un représentant de l'étranger, et je n'avais pas alors d'autre souci, c'est qu'un acte de trahison n'ait pas mis une puissance étrangère en possession d'un document important pour la sécurité nationale.

Sur la demande d'un conseiller :

Le ministre de la guerre vous avait-il donné des détails sur la nature des documents contenus au bordereau, notamment sur le frein hydraulique appliqué au canon de 120, sur les troupes de couverture et sur le Manuel de tir; vous avait-il donné son sentiment personnel sur l'importance qu'il attachait à ces documents ?

M. Casimir-Perier. — Sans me donner de détails, il m'avait dit que ces documents étaient sans grande importance au point de vue de la défense.

Le président. — Avez-vous eu connaissance des aveux ?

M. Casimir-Perier. — Le général Mercier, quelques jours après la dégradation, me parlant de cette affaire, m'a dit incidemment que, du reste, le coupable avait fait des aveux.

Sur demande :

M. Casimir-Perier. — Il n'est pas du tout dans mes souvenirs que le capitaine Lebrun-Renaud soit venu à l'Élysée à l'effet de m'apprendre les aveux du condamné.

Un article intitulé « Récit d'un témoin » avait paru le matin même dans le Figaro. J'avais vivement blâmé les communications qui paraissaient avoir été faites, dans une circonstance de cette nature, par un officier à un journaliste, et le capitaine Lebrun-Renaud m'avait été envoyé pour que je le réprimande. Il n'a pas nié ses indiscrétions, et il ne m'a pas parlé des aveux de Dreyfus.

De reste, je n'étais pas le seul à cet entretien auquel assistait M. le président du Conseil.

Demande d'un conseiller. — Lui avez-vous demandé s'il y avait des aveux ?

M. Casimir-Perier. — Non.

Car je le réprimandais sur un article du Figaro, manifestement inspiré par lui, et où il n'était question que des protestations de Dreyfus en faveur de son innocence.

Le président. — Avez-vous connaissance d'un autre incident quelconque ?

M. Casimir-Perier. — Je n'ai pas eu, depuis ma démission, d'autres renseignements que ceux qui ont été connus du public.

Ceux qui ont été connus du public ont pu évidemment, comme le faux et le suicide du colonel Henry, exercer une influence sur mon esprit; mais je ne détiens pas, depuis cette date, la connaissance d'un fait qui soit ignoré du public.

Le président. — Voulez-vous me permettre de vous poser une question relative à ce que l'on a appelé, dans ces derniers temps, tant à la Chambre que dans la presse, l'incident Paschal Grousset ? Il s'agit d'une lettre de l'empereur d'Allemagne qui aurait été remise au ministre des affaires étrangères et qui, postérieurement, aurait été déclarée fautive par l'ambassade d'Allemagne.

Cette pièce ayant dû ou pu avoir une certaine influence sur les poursuites qui ont été postérieurement engagées contre Dreyfus, il serait peut-être utile que la Cour pût être renseignée sur son existence.

M. Casimir-Perier. — Je n'ai jamais eu connaissance d'une lettre émanant de l'empereur d'Allemagne, et ce n'est qu'au cours de l'interpellation de M. Paschal Grousset, des lettres de lui ou des articles qui ont parlé de lui, que j'ai entendu parler de cette lettre.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Déposition de M. Laroche

SÉANCE DU 16 JANVIER 1899

M. le président. — Vous avez été indiqué par la défense comme pouvant donner à la Cour quelques renseignements se rattachant à l'affaire Dreyfus. Vous diriez-vous nous dire ce que vous savez ?

M. Laroche. — En 1896, alors que j'étais résident général à Madagascar, avant que l'on ne parlât d'erreur judiciaire dans le procès du capitaine Dreyfus, au cours d'une conversation, il m'arriva de demander si quelqu'un connaissait la nature de sa trahison.

Mon officier d'ordonnance, le capitaine du génie Duprat (actuellement à Grenoble), entendant ma question, répondit aussitôt : « Dreyfus a été condamné pour avoir livré à l'étranger les plans de fortifications de la région de Nice. Il y a ici même un des juges de Dreyfus, le capitaine Freystätter (de l'infanterie de marine), nous le voyons quelquefois et il nous a dit publiquement : « Cette canaille de Dreyfus a livré à l'étranger des plans de fortifications de la région de Nice. Voilà pourquoi nous l'avons condamné. »

A diverses reprises, depuis cette époque, je suis revenu sur ce sujet, avec mon officier d'ordonnance, et il m'a toujours répété, dans les mêmes termes, la révélation que le capitaine Freystätter avait faite devant lui.

J'en ai gardé la conviction que, de toutes les charges qui avaient pu être relevées contre Dreyfus, celle-là seule ou celle-là surtout avait frappé l'un de ses juges.

Pendant longtemps, je n'eus aucune raison de supposer que cette accusation particulière et déterminée n'eût pas été discutée avec l'accusé et le défenseur; mais, depuis que l'on sait qu'il n'a pas été question au cours des débats contradictoires du Conseil de guerre, j'ai dû conclure qu'elle avait été discutée entre les juges seulement, sans que l'accusé ni le défenseur en eussent connaissance.

Le 31 août dernier, le jour même où les journaux du matin annonçaient la découverte du faux du colonel Henry et son arrestation, je quittai Paris pour aller faire une visite dans le département de l'Orne, et je rencontrai en chemin de fer l'amiral Duperré. Je suis ancien lieutenant de vaisseau et j'ai eu l'honneur de connaître l'amiral Duperré et d'être en relation avec lui, soit dans la marine, soit depuis que je l'ai quittée. Nous nous entretenions longuement en chemin de fer et, naturellement, nous nous entretenions de la nouvelle sensationnelle du jour. L'amiral me rapporta qu'il avait eu, quelque temps auparavant, au sujet de l'affaire Dreyfus, une conversation avec l'archiduc Victor, frère de l'empereur d'Autriche, chez qui il est intime.

Le 31 août dernier, le jour même où les journaux du matin annonçaient la découverte du faux du colonel Henry et son arrestation, je quittai Paris pour aller faire une visite dans le département de l'Orne, et je rencontrai en chemin de fer l'amiral Duperré. Je suis ancien lieutenant de vaisseau et j'ai eu l'honneur de connaître l'amiral Duperré et d'être en relation avec lui, soit dans la marine, soit depuis que je l'ai quittée. Nous nous entretenions longuement en chemin de fer et, naturellement, nous nous entretenions de la nouvelle sensationnelle du jour. L'amiral me rapporta qu'il avait eu, quelque temps auparavant, au sujet de l'affaire Dreyfus, une conversation avec l'archiduc Victor, frère de l'empereur d'Autriche, chez qui il est intime.

Lecture faite, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : LAROCHE.

Déposition de M. d'Ocagne

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1899

M. d'Ocagne. — Au début de l'affaire Dreyfus, à l'époque de l'intervention de M. Scheurer-Kestner, M. Painlevé m'a dit qu'il avait eu, quelque temps auparavant, une conversation avec M. Hadamard qui avait essayé de lui persuader que la culpabilité de Dreyfus n'était pas établie. M. Painlevé lui ayant répondu qu'il s'en tenait au jugement du Conseil de guerre, M. Hadamard aurait expliqué qu'il se fondaient pour parler de la sorte, sur des raisons de fait et non de sentiment, car depuis la condamnation de Dreyfus il avait eu, sur le compte de ce dernier, tels renseignements qu'il considérait Dreyfus comme n'étant pas de ces hommes pour lesquels on pouvait répondre a priori; mais que, cependant, il persistait à considérer Dreyfus comme inno-

cent, la seule preuve qu'on ait pu donner de sa culpabilité ne lui paraissant pas sérieuse.

M. Painlevé ajouta que je pouvais raconter ce qu'il venait de me dire à qui bon me semblerait et en citant son nom.

Le 19 décembre 1897, me rendant à l'Ecole des ponts et chaussées, je rencontrai le capitaine Hély d'Oissel, officier d'ordonnance du général de Boisdreffe.

Le capitaine Hély d'Oissel est mon plus intime camarade de collège, et nous sommes demeurés très liés. Je lui parlai de l'affaire et je lui rapportai le propos que je tenais de M. Painlevé.

Le lendemain, il m'adressa un mot dans lequel il me disait qu'il avait rapporté le sujet de ma conversation au général Gonse et que ce dernier désirait m'entendre. Je me rendis auprès du général Gonse, le 21 décembre 1897, et je lui rapportai la conversation que M. Painlevé m'avait dit avoir eue avec M. Hadamard.

Ce fut entre le général Gonse et moi un simple entretien n'ayant nullement l'allure d'une déposition de ma part.

Le procès Zola eut lieu le 28 février 1898. Le général Gonse me fit demander de retourner le voir. J'y retournai, il me dit qu'il désirait former un dossier complet de tout ce qu'il avait pu réunir concernant l'affaire Dreyfus, et qu'il voulait laisser à son successeur un dossier contenant le plus de renseignements possible, et d'une authenticité indéniable. En conséquence, il me pria de lui préciser les termes de l'entretien que j'avais eu avec lui, et dans lequel je lui avais parlé de la conversation que M. Painlevé avait eue avec M. Hadamard.

Je fis remarquer au général Gonse qu'il serait préférable qu'il entendît M. Painlevé lui-même, et j'allai chercher ce dernier. Nous fumes reçus, M. Painlevé et moi, par M. Hirschauer, officier d'ordonnance du général Gonse, autant que je me le rappelle, à moins que ce ne soit par M. Hély d'Oissel. Le général Gonse invita M. Painlevé à lui faire connaître les termes de la conversation que je lui avais rapportée.

M. Painlevé répéta l'entretien qu'il avait eu avec M. Hadamard, tel que je viens de le dire, et le général Gonse répéta lui-même ce que M. Painlevé venait de lui dire, pour être bien sûr de ne rien omettre.

Je puis affirmer que le général Gonse n'a pris aucune note en ma présence, mais il se trouvait là l'officier d'ordonnance qui nous avait introduits, et je n'ai pas prêté attention si, ou non, il prenait des notes. Je n'ai rien à ajouter sur ce point.

M. le président. — Vous avez quel-que chose à ajouter, dans l'intérêt de la manifestation de la vérité ?

M. d'Ocagne. — Mon camarade de l'Ecole polytechnique Longuëty (mon ancien), aujourd'hui fabricant de ciment à Boulogne-sur-Mer, m'a dit qu'il avait rencontré à Bruxelles Dreyfus, quelque temps avant son arrestation, dans un restaurant où il déjeunait, galerie Saint-Hubert.

Dreyfus, à l'Ecole polytechnique, avait été l'ancien de Longuëty, et, lorsqu'il avait aperçu ce dernier, il n'avait pas paru étonné de se faire reconnaître de lui.

Longuëty n'avait pas attaché grande importance à cette rencontre, et, après avoir échangé quelques mots avec Dreyfus, était parti.

Lecture faite, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : d'OCAGNE.

Déposition de M. Longuëty

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1899

Le président. — Vous avez été désigné comme pouvant donner des renseignements sur la présence de Dreyfus à Bruxelles. Vous diriez-vous vous expliquer à cet égard ?

M. Longuëty. — J'ai rencontré Dreyfus au restaurant de la Taverne royale, à Bruxelles, à une époque qu'il m'est difficile de fixer.

Il me semble, sans pouvoir l'assurer, que c'était au courant de l'été 1894; je ne me souviens pas de lui avoir parlé, et nous sommes restés à distance l'un de l'autre. Il était seul, et sa présence ne m'a inspiré aucune réflexion particulière.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : LONGUËTY.

Déposition de M. Painlevé

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1899

M. Painlevé. — Au mois de juin qui a précédé le Conseil de guerre Esterhazy, j'avais été chargé, par certaines personnes de l'Ecole polytechnique, d'écarter la candidature éventuelle de M. Hadamard, cousin par alliance de Dreyfus, à une place de répétiteur à ladite Ecole.

J'arrivai, dans une conversation avec M. Hadamard, à traiter ce point, et celui-ci me répondit que la chose était d'autant plus injuste que Dreyfus était innocent. Et comme je protestais contre cette assertion, il ajouta que, du moins, il avait été condamné sans preuves, c'est-à-dire sans la production d'une pièce unique, le bordereau, que certains experts avaient déclaré être de lui.

— Or, ajouta-t-il, des experts peuvent prouver qu'une pièce est fautive, ils ne peuvent jamais prouver qu'une pièce est authentique.

M. Hadamard me déclara qu'il n'apportait dans cette affaire aucun parti pris, aucun esprit de famille :

— Je ne veux même pas, dit-il, me porter garant, a priori, de l'innocence de Dreyfus, comme je l'ai fait quelque temps après son procès, et comme je le ferais peut-être pour certaines personnes que je connais à fond.

En somme, Dreyfus, je ne le connais pas, je ne l'ai vu qu'une fois, le jour de mon mariage; et il a plutôt une sale tête. On m'a même rapporté, depuis sa condamnation, certains faits de sa vie privée qui jetteraient plutôt un jour défavorable sur son caractère. Mais c'est un fait que j'affirme quand j'affirme que sa culpabilité ne repose sur rien.

Je ne puis pas garantir que je rapporte textuellement les termes dont s'est

servi M. Hadamard, mais c'est là le sens et l'esprit de la conversation qu'il a eue avec moi.

Lorsque M. Mathieu Dreyfus lança ses accusations contre Esterhazy, beaucoup de personnes soutenaient, dans les conversations et dans les journaux, qu'on ne voyait pas bien le mobile qui aurait poussé Dreyfus à trahir; que sa vie privée rendait inadmissible l'hypothèse d'une trahison de sa part.

A plusieurs personnes, je fis alors observer qu'il fallait être très prudent quand on se portait garant de la vie privée des gens, et que, précisément dans la famille Dreyfus, il y avait des personnes qui ne se portaient pas garantes de la vie privée de Dreyfus.

Je tins ce langage en présence de M. d'Ocagne, de M. Lucien Poincaré, de M. André Chevrillon, de M. Georges Humbert, et à quelques autres personnes, et je leur répétai textuellement la conversation que j'avais eue avec M. Hadamard, rapportée ci-dessus.

Au commencement du procès Zola, je rentrai chez moi un jour, et je trouvai les cartes de trois journalistes.

L'un d'eux, dont je ne me rappelle plus le nom, rédacteur du journal l'Éclair, revint le lendemain. Il me dit qu'un membre du cercle Boissy-d'Anglas avait raconté que j'avais eu une conversation avec un de mes collègues, cousin de Dreyfus, au mois de juin précédent, conversation au cours de laquelle ce dernier aurait déclaré que la famille de Dreyfus avait maintenant la preuve de la culpabilité dudit Dreyfus.

Je répondis à ce journaliste que, en effet, j'avais eu, à l'époque indiquée, une conversation avec un de mes collègues, parent de Dreyfus, lequel n'avait cessé d'affirmer l'innocence de Dreyfus.

Quelques jours après, M. d'Ocagne vint me voir et me dit que la conversation que j'avais eue avec M. Hadamard était parvenue aux oreilles du général Gonse, mais complètement déformée, telle que le journaliste de l'Éclair me l'avait rapportée. M. d'Ocagne ajouta qu'il avait remis les choses rigoureusement au point auprès du général Gonse, et que je pouvais être tranquille.

Après le procès Zola, M. d'Ocagne revint me voir et me demanda, de la part du général Gonse, si j'étais disposé à répéter devant ce dernier la conversation que j'avais eue avec M. Hadamard.

Je répondis affirmativement, ajoutant qu'au besoin j'étais tout prêt à rapporter par écrit cette conversation, séance tenante.

M. d'Ocagne m'emmena chez le général Gonse où j'attendis quelques minutes dans le cabinet de son officier d'ordonnance, le capitaine Hély d'Oissel.

Celui-ci me dit :

— Si nous vous avons fait venir, ce n'est pas que nous manquions de preuves, nous en avons cent pour une; mais nous faisons en ce moment une révision complète du dossier Dreyfus.

Nous ne sommes pas éternels, nous aurons des successeurs. La famille Dreyfus fera peut-être un retour offensif. Nous voulons que nos successeurs trouvent un dossier en ordre, ne renfermant que des pièces d'une authenticité indiscutable, et des témoignages émanant de la bouche même des témoins, de façon qu'aucun mot ne puisse être révoqué en doute.

— Votre conversation avec M. Hadamard est parvenue aux oreilles du général Gonse, elle est notée au dossier. Si elle doit y rester, c'est de vous-même que le général Gonse veut la tenir.

Je fis introduit alors auprès du général Gonse, celui-ci m'écouta sans m'interrompre et sans prendre de notes, mais avec une grande attention.

Quand j'eus fini, il me demanda à quels faits de la vie privée M. Hadamard voulait faire allusion lorsqu'il disait que certains faits de la vie privée de Dreyfus étaient un jour plutôt défavorable sur son caractère.

Je lui répondis que je n'en savais rien.

Il insista.

Je répondis que je présumais, mais que c'était là une simple conjecture de ma part, qu'il s'agissait d'une affaire de femme.

Je fus étonné de voir le général Gonse s'appesantir sur ce point, étant donné que plusieurs personnes, entre autres M. d'Ocagne, et les journaux eux-mêmes disaient que les filatures dont Dreyfus avait été l'objet avaient produit des résultats probants au sujet de ses relations avec certaines femmes galantes suspectes.

Le général s'aperçut, je crois, de mon étonnement, car il ajouta :

— D'ailleurs, vous ne nous auriez rien appris : nous sommes fixés; mais ce qui nous intéresse, c'est de savoir ce que connaissait la famille Dreyfus.

Je répondis que je ne savais rien de plus.

Le général Gonse ajouta quelques mots qui signifiaient que la chose dans ces conditions n'avait pas d'importance pour eux.

A cet entretien avec le général Gonse assistait M. d'Ocagne, de même qu'il avait été présent à mon entretien avec le capitaine Hély d'Oissel.

Je partis avec la conviction qu'après cet entretien il ne resterait rien au dossier de la conversation que j'avais eue avec M. Hadamard.

Or, il y a environ quinze jours, en sortant de l'Ecole polytechnique, je rencontrai M. d'Ocagne qui me dit :

— Vous me devez une fière chandelle; sans moi vous seriez appelé en témoignage devant la Cour de cassation.

Je compris à quoi il faisait allusion et je lui répondis que j'étais prêt à déposer sans aucun embarras et que ce que j'avais dit au général Gonse, je le répéterais, sans ajouter ni retrancher un mot, devant l'

pour répondre à des suppositions inexactes. Je ferai remarquer à ces correspondants grincheux qu'ils m'ont très mal lu, ou que, peut-être ils ne m'ont pas lu du tout, et ne parlent de ces articles que par ouï-dire.

Au fond, je donnais raison aux domestiques, conseillant — comme je le faisais — aux maîtres de composer avec des habitudes prises et de fermer les yeux sur ces petits grillages qu'autorisent les mœurs, quand ils ne passent pas la juste mesure. Ils en seraient convaincus, s'ils avaient lu le nombre de lettres que m'ont écrites, sur un ton d'irritation très vive, je ne sais combien de maîtresses de maison intransigeantes.

Le seul tort que je puisse me reprocher, c'est de n'avoir pas eu la précaution de dire qu'il y avait sans doute des domestiques qui se contentaient, pour tout salaire, de leurs seuls appointements.

Laissez-moi vous mettre sous les yeux la plainte d'une femme de chambre, qui m'a paru des plus justes et qui est en même temps fort curieuse.

Tout en admettant, monsieur, que votre critique soit juste pour beaucoup, vous auriez dû, au moins, faire quelques exceptions.

Après bien des revers j'ai dû, moi aussi, me placer femme de chambre. Eh bien! monsieur, j'avoue que je ne me figurais pas qu'il existât des rusés et des indécidables de ce genre.

Les détails que vous donnez sur toutes ces vilénies sont si précis que l'on pourrait vous dire, comme dans la romance :

Vous avez donc passé par là ?

« Certes, il y a du vrai dans ce que vous dites ; mais, à côté de cela, vous auriez dû faire la part du bon serviteur, j'en tends de celui qui est honnête et dévoué, et croyez bien que celui-là est moins rare que vous ne voulez bien le dire.

« N'est-ce rien que cette nécessité qui nous force à vivre sans foyer qui nous appartienne, faisant abnégation de notre volonté, dans une dépendance perpétuelle, privés des joies de la famille ? Ne sommes-nous pas un peu à plaindre ?

« Croyez, monsieur, que, dans la quantité, il y a des personnes fort honnêtes, et que beaucoup n'ont pas lu vos articles sans un peu d'émotion.

« Je vous prie d'agréer, etc. »

Voilà qui est fait, et mon oubli est réparé. Et maintenant, c'est fini de la question, n'est-ce pas ?

Nous pourrions ne plus nous occuper de ce que Diderot, dans le *Neveu de Rameau*, appelle les *idiotismes de métier*.

Lisez donc, si vous avez le temps, le passage par avance. Il est curieux.

Francisque Sarcey.

LA JOURNÉE

Mardi 11 avril

Sports : Courses à Maisons-Laffitte (2 h.) — Critérium de moteurs à alcool : Paris-Chantilly et retour (40 h. du matin, porte Maillot). — Grand assaut annuel de boxe française et anglaise de la salle Charlemont (8 h. 1/2 du soir, rue d'Athènes, 8). — Au Concours hippique : 1 h. 1/2, chevaux de selle ; 4 h., prix Moncey.

L'Université : Réouverture des Facultés. — Reprise, au Muséum, du cours de géologie de M. Stanislas Meunier (5 h.).

A l'Ecole de Saint-Maixent : Reprise, aujourd'hui et demain, de la promotion 1898-1899.

A Saint-Honoré d'Eylau : Mariage du baron de Lange avec Mlle de Miramon (midi).

A l'Assistance publique : Concours aux places de médecin des bureaux de bienfaisance.

Le Monde et la Ville

SALONS

— Bal blanc, le 6 mai, chez Mme Goutte-noire de Toury.

— Mme Charles Faure-Biguet a cessé ses réceptions du lundi, pour ne les reprendre qu'en juin, comme tous les ans, à Ville-d'Avray.

— Mme Le Chevallier de Boisval a donné une brillante matinée où l'on a applaudi Mmes Romey, Amaury, Murat, Jeunehomme, Ségalas, Wassiloff, Feljas, Feltier ; MM. Duranthy, Kerrien, Albert Milla, Pontbue, Girard, dans les œuvres de Mlle Le Chevallier de Boisval.

Gros succès pour les fragments du *Jeu de l'Amour et du Hasard*, de Mlle de Boisval, enlevés par l'auteur et l'excellent ténor Duranthy.

— La *New York Herald* annonce que, le mercredi 12 avril, aura lieu au palais royal d'Amsterdam un dîner de gala de quatre-vingt-cinq couverts, au cours duquel on annoncera officiellement les fiançailles de S. M. la reine des Pays-Bas avec le prince Guillaume de Wied, lieutenant au régiment prussien des gardes du corps, à Potsdam, second fils du prince de Wied et de la princesse Marie des Pays-Bas.

— Du Caire :

On a clôturé la saison par un élégant cotillon, suivi d'un souper par petites tables, donné par M. Fernand Prevost, secrétaire à l'Agence diplomatique de France, dans les salons du Savoy-Hotel. Parmi les invités :

S. A. le prince Mohamed Ali, frère du Khédive ; prince et princesse de Plessis, M. et Mme Astor, miss Bleit, M. et Mme Turner, comte et comtesse Harrach, comtesse de Montjoie, miss Baring, miss Gort, M. Maskens, M. de Muller, miss Bessford, comte R. de Montaignon-Ferrière, M. Bist, R. de Montmorency, baron Callen, M. Bernheim, V. de Montrachy-Vaughan, P. Havinth, etc.

Le cotillon était conduit par M. Fernand Prevost et Mlle Maskens.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— La comtesse Hélène de Durfort, née Carman, vient de mettre au monde une fille qui recevra le nom de Juliette. La mère et l'enfant vont bien.

— Le baron d'Yvernon, M. et Mme Kerr Blanch de Virgine et M. Arthur Wilson, arrivés à Paris, sont descendus au Langham Hotel.

— Descendus à l'hôtel Mirabeau :

Le colonel comte de Pontavice, attaché militaire de France à Londres ; la comtesse d'Alvensleben, la baronne de Lettenberger, M. Isay de Khotinsky, M. de Prelander.

— Descendus à l'hôtel Vouillemont :

Prince et princesse Lubacki, comtesse Pinella, comte et comtesse d'Eicherny, M. de Korff, M. et Mme de Niklondoff.

— Descendus à l'hôtel de France et Choiseul :

L'amiral Baldwin, miss Jackson, la princesse Obolensky, l'honorable Smith Barry et Mme Smith Barry, Mme W. Rogers, née Fish, et Mlle C. Rogers, M. et Mme Forbes Leith avec leur fille, Mme Burns.

— Descendus à l'hôtel de Hollande :

Comte de Charnières, chevalier de Stuers, Mme C. Burrell Hoffman, le contre-amiral W. Heath, M. Paul de Munk avec sa famille, Mlle Schulten Boningen, etc.

— Descendus à l'Impérial Hotel :

Le comte Raben, commissaire du Danemark à l'Exposition de 1900 ; la princesse Elise Obolensky.

— La duchesse Hélène d'Aoste, sœur de Monseigneur le duc d'Orléans, est arrivée à Nice.

CERCLES

— Dernières admissions au Cercle Volney : Comte Robert de Bréda, présenté par les comtes Raoul et Raymond d'Yverville ; — M. Maurice Demay, capitaine d'artillerie breveté d'état-major, présenté par MM. Boea et de Pistoie ; — M. P. En. Figueroa y Arizou, présenté par MM. Herpin et E. Ender ; — M. William Le Cesne, présenté par MM. E. Fournier et Le Cesne ; — M. Ad.-H. Longillis, présenté par MM. R. Blanchard et A. Piot ; — M. Ernest Moriceau, présenté par MM. Janin et Arand ; — M. Maurice Tétard, présenté par MM. E. Tétard et Guy.

C'est jeudi prochain, à ce même Cercle, qu'aura lieu une soirée intime musicale. Au programme : Quatuor, de Mendelssohn ; Sextuor, de R. de Boissière ; MM. A. Br. n. Queckers, Laforge, C. Liégeois, de Bailly, et Mme G. Hain ; — *Mon cœur soupire*, de M. J. A. de Scarlati ; *Une heureuse*, de C. Chabert et *Le Gaieté*, d'H. de Saussois ; Mlle Jane Bathori.

— Le Comité du Pau-Hunt a nommé deux maîtres d'équipage pour la prochaine campagne : le baron d'Este et M. Ridgway. Cette nomination a été faite, à la villa Lacroix, par M. Forbes-Morgan, président du Pau-Hunt.

MARIAGES

— Le grand monde parisien se trouvait hier réuni à Saint-Pierre de Chaillot, où l'on célébrait le mariage du comte Guillaume de Durfort, fils du marquis et de la marquise de Durfort, avec Mlle de Chauvelin, fille du marquis et de la marquise de Chauvelin.

Les témoins étaient, pour le marié : le duc de Lorge, son cousin, et le comte de La Roque-Ordon, son oncle ; pour la mariée : le comte de Rochechouart, son cousin, et M. Monnier, son grand-oncle maternel.

— M. l'abbé Hertzog, curé de la Madeleine, a béni hier, à Sainte-Clotilde, le mariage de M. Jacques Duval avec Mlle Hélène Lebre, fille de M. et de Mme Gustave Lebre.

Les témoins de la mariée étaient : MM. Francis Laur, ingénieur des mines, ancien député, son oncle, et le commandant Janvier ; ceux du marié : MM. Ernest Robin, son oncle, et M. Albert Duval, avocat, son frère.

Très belle musique, pendant la messe, avec solis exécutés par MM. Manoury, Georges Catherine, Berthelot, Tournemire, Delpeout, Laforge et Muratet, sous la direction de M. Samuel Rousseau.

— M. l'abbé Gardier, curé de Sainte-Clotilde, a béni hier matin, dans son église paroissiale, dans la plus stricte intimité, le mariage de la comtesse Sutter de Lamoignon, née Lamoignon de Lagarrigue, connue dans le monde des lettres sous le pseudonyme de comtesse de Tramar, avec le baron d'Ysarn de Capdeville, marquis de Villefort.

Les témoins étaient, pour la mariée : M. Letellier, directeur du *Journal*, le marquis de Grandval et M. Lemaire, administrateur du *Journal*, pour le marié : le comte Xavier d'Abzac, le vicomte d'Ysarn de Villefort et M. Lepage.

— Jeudi dernier a été célébré à Sauverterre-de-Bearn, au milieu d'une assistance des plus élégantes, le mariage de M. Trineau-Latour, avec Mlle Marie de Salettes. Les témoins étaient, pour la mariée : M. de Trineau-Latour, son frère, et M. de Grateloup ; pour la mariée : le baron de Salettes et le baron de Rouilhac, ses oncles.

SUR LA COTE D'AZUR

— De Nice :

Un grand déjeuner suivi de réception a été donné, vendredi dernier, par la vicomtesse Palmi les convives :

Duc de Leuchtenberg, princesse G. Radziwill, prince et princesse d'Essling, lord et lady Brougham, comte et comtesse Berg, comte et comtesse J. de Berteux, colonel Dawson, colonel Paget, lord Sidney Grey, etc.

De Biarritz :

Le roi de Suède et de Norvège a retenu sous à sa table le sous-préfet de Bayonne, les maires de Bayonne et de Biarritz, le colonel Privat et M. Martin, commissaire spécial.

Le Roi a nommé le général baron d'Azémar grand-officier de l'ordre de Saint-Olaf ; MM. Vignier, sous-préfet de Bayonne, et Moreau, maire de Biarritz, officiers de l'ordre de Gustave-Vasa ; MM. Pouzard, maire de Bayonne, et Martin, commissaire spécial, officiers de l'ordre de Saint-Olaf ; M. Canac, commissaire de police, chevalier de l'ordre de Gustave-Vasa.

DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De la marquise de Bassa, décédée à Montpellier, à l'âge de 75 ans. Elle laisse trois enfants : le marquis d'Assas et les comtesses de Rencourt et Doria ; — De la duchesse de Fernando-Luis de Lévis-Mirepoix, douairière, née de Mérode, décédée à Hyères, à l'âge de 79 ans ; — Du docteur Cochet, médecin en chef de l'Hôtel-Dieu de Valenciennes, décédé en cette ville à l'âge de 66 ans ; — De Mme de Jacquelin de Boursouray, née Le Borge de Kermorvan, décédée à Quimper, à l'âge de 75 ans ; — De M. F. Mallet, président honoraire de la Chambre de commerce du Havre ; — De Mme Charatin, veuve Latour, décédée à Bédarrides, à l'âge de 102 ans ; — De M. Théodore Degors, inspecteur général honoraire des télégraphes.

De son mariage avec Mlle Ducros de Saint-Germain, il laisse un fils : M. Georges Degors, conseiller à la Cour de Lyon ; — De M. Pio Bernajillo, beau-frère du marquis de Tovar, décédé à Paris, rue de La Pompe ; — De la Marie de Saint-Pierre, assistante des Ombles de l'Assomption, décédée à Paris à l'âge de 37 ans ; — De M. le comte de Lignon, décédé à Poitiers à l'âge de 92 ans ; — De la Mère Jean-Baptiste, supérieure du Carmel de Limoges, décédée à l'âge de 64 ans ; — De Mme Loth, mère de notre confrère de la *Vérité*.

— Le prince Nicolas Koudacheff, dont nous avons annoncé la mort à Pau, tenait une grande place dans le monde par ses brillantes qualités d'esprit et de cœur. Sa mère, née Choiseul, était petite-fille du comte de Choiseul-Gouffier, les seurs du prince Koudacheff, la vicomtesse de Janzé, la baronne Fredericoff, les membres de l'ambassade et du consulat russes, et les notabilités de la colonie russe.

Ferrari.

— Existe-t-il un produit que la basse industrie ait inventé et qui ait plus d'égotisme pernicieuse que le savon ? Et, cependant, l'emploi d'un bon savon, nettoyant sans irriter et parfumant discrètement, constitue une des conditions d'une toilette élégante et hygiénique. Guerlain a fait justice des dangereux produits de bazar en offrant aux raffinés son *Sapocet* au blanc de baleine, fleurant bon une fine odeur de violette.

A l'Etranger

NOUVELLES

HOLLANDE

LA CONFÉRENCE DU DÉARMEMENT

La Haye, 10 avril. — La conférence de la paix discutera exclusivement les questions exposées dans la seconde circulaire russe, ainsi que toutes les autres questions se rattachant aux idées émises dans la circulaire du mois d'août 1890, à l'exclusion toutefois de tout ce qui touche aux rapports politiques

des États ou à l'ordre de choses établi par les traités. Chaque puissance n'aura qu'un seul vote.

BELGIQUE

Bruxelles, 10 avril. — Une grève de houillères, qui avait éclaté samedi aux charbonnages de Marihaye, à Liège, s'est accentuée ce matin. Les industriels ne sont pas sans inquiétude sur l'extension possible de ce mouvement, en raison de la hausse révélée par la récente adjudication des charbons pour les chemins de fer de l'Etat.

L'Etat belge dément de source autorisée que l'abstention de l'Etat indépendant du Congo à l'Exposition universelle de Paris soit décidée de façon définitive. La participation du Congo belge serait, au contraire, redevenue probable. — LEMAIRE.

ITALIE

L'OPPOSITION ET LE CABINET PELLOUX

Rome, 10 avril. — Le plus vieux journal politique libéral de la Péninsule, *l'Opinione*, fondé en 1848, vient de cesser sa publication quotidienne. Le fait est très commenté dans les cercles parlementaires.

L'opposition au cabinet Pelloux se concentre pour le moment sur la politique étrangère. Ses attaques sont surtout dirigées contre l'amiral Canevaro, et, à cet effet, elle propage les nouvelles les plus fantaisistes, par exemple le débarquement de matelots italiens à Sannoun et la préparation d'une note diplomatique sur l'accord franco-anglais. Dans les cercles officiels, on dément absolument les deux nouvelles. — FELIX.

L'AMIRAL FOURNIER ET L'ESCADRE ITALIENNE

Capri, 10 avril. — Les autorités civiles et militaires ont échangé des visites avec l'amiral Fournier, qui a exprimé le désir que les deux escadres fraternisassent. L'amiral Fournier a invité à déjeuner à bord du *Brennus* le maire, le préfet, l'amiral Magnaghi et les commandants des navires italiens.

La musique du *Brennus* jouera demain dans la rue de Roma, qui est pavisée. La municipalité offrira également demain une soirée au Politeama Margherita, en l'honneur des officiers français.

ÉTATS-UNIS

LE TRAITÉ DE PAIX HISPANO-AMÉRICAINE

Washington, 10 avril. — M. Cambon, ambassadeur de France aux Etats-Unis, a reçu un exemplaire du traité de paix hispano-américain ; il va s'occuper immédiatement de l'échange des ratifications.

NOTES D'UN PARISIEN

On annonce la mort d'un vieux brave homme dont le nom, évidemment, ne dira plus rien à personne, mais qui n'en a pas moins fourni une carrière des mieux remplies, et qui a dû avoir, surtout, plus d'un étonnement en sa vie. C'était M. Théodore Degors, le père Degors, comme on l'appelle, et des derniers survivants, et peut-être même le dernier survivant de l'administration des télégraphes aériens inventés par les frères Chappe.

Le père Degors était entré dans l'administration des télégraphes en 1836, à une époque où l'invention était encore bien rudimentaire. Il meurt en 1899, ce qui fait en somme un joli bal, car il devait bien avoir au moins une vingtaine d'années quand il entra en fonctions, et il aura pu mesurer, durant tout ce temps, les progrès réalisés depuis le jour où les frères Chappe installèrent leurs premiers appareils. Songez à tous les perfectionnements qui se sont produits en ces soixante années ! Le vieux brave homme, avant de mourir, aura vu le téléphone et entrevu la télégraphie sans fil.

Et, plus d'une fois, il se sera reporté à ses premiers débuts, à l'époque difficile où l'invention des frères Chappe — comme d'ailleurs celle des chemins de fer — était loin d'être acceptée par tout le monde. Les raiilleries ne manquaient pas, on le sait, que les objections techniques. Et l'inventeur lutait de son mieux, attendant de l'avenir sa justification et son apothéose. Cela nous semble bien fort, aujourd'hui, que de pareils progrès aient pu se discuter. Il n'est pourtant pas dit que nous aussi, à l'occasion, nous ne nous montrions réfractaires aux inventions les plus certaines, aux améliorations les plus évidentes, et qu'il ne se retrouve encore, sur notre route, des frères Chappé et des frères Degors qui ne récolteront que bien longtemps après la moisson qu'ils auront semée...

E.

UNE LETTRE DE M. JOSEPH FABRE

M. Joseph Fabre, sénateur, adresse la lettre suivante au commandant Frey-tetter, l'un des juges au procès de 1894 :

Paris, 9 avril 1899.

Monsieur le commandant,

A la suite de la lettre de votre ami commun le prince de Monaco, émanant de vos amis, vos vœux et la demande d'audience qu'il avait adressée, sur votre invitation, à M. le ministre, j'ai eu devoir marquer à M. Lockroy combien il serait digne de lui et conforme aux idées qu'il a toujours professées, de vous assurer le droit de déposer avec une liberté entière devant la Cour de cassation.

Le ministre de la marine m'a fait la réponse que j'attendais de son loyal et ferme libéralisme.

Vos scrupules seront votre éternel honneur. Le temps est proche où on glorifiera les soldats qui, comme vous, auront témoigné que les consignes auxquelles ils sont dociles ne les empêchent pas d'entendre la voix de leur conscience.

Vous appartenez de ne pas subir le joug des solidarités néfastes qui vous riveraient à un coupable silence sur ce qui doit être dit. Qu'on soit solidaires dans les devoirs accomplis, dans les épreuves subies, dans le commun sacrifice de sa liberté et de sa vie pour le drapeau, bien cela ! Mais rester solitaires dans l'erreur, solidaires dans l'illégalité, solidaires dans l'injustice, non pas !

Il n'y a point, il ne saurait y avoir de secret professionnel à l'endroit de l'illégalité résultant d'assertions apportées, ou de communications faites aux juges, en Chambre de Conseil, à l'insu de la défense.

Dans l'affaire Dreyfus, cette illégalité est, hélas ! dès maintenant établie par les déclarations des uns qui sont des preuves, et par les réticences des autres qui sont des aveux. Mais il importe que ceux-là particulièrement en témoignent qui eurent le malheur d'en être les complices inconscients.

A partir du jour où il s'agit de violateur de ce principe, notre garantie commune, qui veut qu'un accusé, aussi criminel soit-il, connaisse et puisse, personnellement ou dans la personne de son avocat, combattre tout grief articulé contre lui, ce n'est pas seulement le droit, c'est le devoir strict du juge de révéler la faute involontairement commise, et d'en provoquer la réparation.

Ainsi, si toujours pensés moralistes et juristes, nous sommes, néanmoins, encore l'émule du criminel du Sénat, M. Béranger, pro-

duit, du haut de la tribune, l'obligation absolue qu'il s'impose aux juges de 1894.

Vous aurez le mérite d'avoir été le premier, ou tout au moins un des deux premiers, à comprendre cette obligation.

Oui, commandant, libérez votre âme ! Donnez-nous ce spectacle aujourd'hui trop rare : une conscience doublée d'un caractère.

Joseph Fabre.

L'ENQUÊTE

On prétend que la publication de l'enquête paralyse les affaires, on ne se souviendrait pas en voyant un nombre personnel travailler jour et nuit à la mise en bouteilles du délicieux vin de France Lextra. Il est vrai que c'est le meilleur vin de table et qu'il ne coûte que : 70 centimes, le blanc 80 centimes, la bouteille d'un litre verre compris et repris pour 5 centimes, escompte de 3/0 au comptant, la barrique tous frais payés 134 fr., le blanc 145 fr. Avenue de l'Opéra, 14.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

C'est hier que s'est ouverte la session d'avril des Conseils généraux.

Cette session a, comme on sait, une très courte durée, et elle est consacrée surtout au règlement de questions de vicinalité.

Rappelons que six ministres font partie du Conseil général de leur département. Ce sont MM. Delcassé, conseiller général de l'Ariège ; Delombre, conseiller général des Basses-Alpes ; Lebre, conseiller général du Calvados ; Viger, conseiller général du Loiret ; Guillaud, conseiller général du Nord ; et Krantz, conseiller général des Vosges ; l'un des sous-secrétaires d'Etat, M. Mougeot, est membre du Conseil général de la Haute-Marne.

M. Gerville-Réache a saisi les assemblées départementales d'un projet de loi tendant à la révision des lois constitutionnelles.

On sait que les Conseils généraux n'ont pas le droit d'émettre des vœux ayant un caractère politique. Pour prévenir toute manifestation de ce genre, le ministre de l'intérieur a rappelé, par une circulaire, aux préfets qu'ils devaient faire à ce sujet les réserves les plus expresse, en s'appuyant sur les dispositions de la loi du 10 août 1871, qui interdisent aux Conseils généraux tout acte, toute délibération ayant un caractère politique.

Jusqu'ici, d'ailleurs, les préfets n'ont pas eu à intervenir dans ce sens, et la session s'est ouverte presque partout sans le moindre incident.

A noter un très grand nombre de discours ou d'adresses envoyant un souvenir ému à la mémoire du Président Félix Faure, et exprimant de vives et respectueuses félicitations à son successeur, M. Loubet.

Drôme. — M. Maurice Faure, vice-président, élu président du Conseil général en remplacement de M. Loubet, en prenant possession du fauteuil, a prononcé un discours unanimement applaudi.

Il a constaté que le plus beau titre de M. Loubet sera, au milieu des circonstances périlleuses que nous traversons, d'avoir rendu au vieux parti républicain reconstruit la conscience de ses devoirs et le sentiment de sa force, en ralliant autour de son nom une majorité compacte, exemple de tout alliage réactionnaire.

Le Conseil a adopté par acclamation un projet de résolution portant l'envoi à M. Loubet de ses plus affectueux hommages et décidant de placer un buste de bronze du Président de la République dans la salle des séances, en face de celui de Madiet de Montjan.

Eure. — M. Milliand, sénateur, président du Conseil général, ouvre la séance par l'éloge de M. Félix Faure.

Il rappelle que c'est sous sa présidence, bien courte, mais cependant si bien remplie, qu'a été cimentée l'alliance russe et que se sont affirmées les sympathies entre les deux peuples. Puis, parlant de l'élection de M. Loubet à la présidence, il dit :

« Par deux fois en quelques années, on a pu constater l'ordre et la rapidité avec lesquels s'est faite la transmission du pouvoir. »

M. Loubet est un vieux républicain, tout entier aux idées de modération, de libéralisme et de tolérance qui sont celles de la majorité du pays.

« Il ne se laissera accaparer par personne et travaillera à l'union de tous les républicains. »

La même note se constate dans le département des Alpes-Maritimes, où M. Rouvier a prononcé, dans ce sens, un discours très applaudi ; dans la Dordogne, dans la Marne, dans la Haute-Marne, etc.

L'« affaire » a trouvé sa place, elle aussi, dans les délibérations des Conseils généraux.

Pyrénées-Orientales. — Au début de la séance du Conseil général, le docteur Pujade, président, a exprimé les regrets causés au département par la mort du Président Faure, « à l'initiative de l'alliance franco-russe », et a témoigné la satisfaction éprouvée par le pays par l'élection du Président Loubet.

« Les attaques des politiciens aigris et des fauteurs de coups d'Etat contre le nouveau Président de la République n'ont réussi, a dit M. Pujade, qu'à mieux souligner l'importance de la manifestation du Congrès et le caractère démocratique de cette élection. »

Faisant allusion à l'affaire Dreyfus, le président a dit que la France voulait toute la vérité, toute la justice. « Nous voulons qu'à cette heure exceptionnelle, a-t-il dit, un Tribunal, exceptionnellement composé, juge s'il le faut d'une façon exceptionnelle. La France ne lui pardonnerait pas de se retrancher derrière des subtilités de procédure, qui seraient un crime de lèse-patrie. Nous voulons qu'il nous dise ce qu'il a demandé lui-même, sous la foi du serment, aux témoins à entendre : la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ! Devant un verdict ainsi rendu, sans restrictions ni réserves, par la plus haute et la plus respectée des juridictions du pays, tous les bons Français s'inclineront dans l'apaisement définitif du trouble de leur conscience. »

Charente. — M. Paul Déroulède, député et conseiller général de la Charente,

a adressé hier matin la dépêche suivante au président du Conseil général de son département :

Conciergerie, cellule n° 33, 10 avril 1899.

Conformément à la loi qui déclare qu'un conseiller général ne peut manquer à une session ordinaire sans excuse valable, j'ai l'honneur de vous adresser et de vous prier de transmettre à mes collègues l'excuse suivante :

Arrêté à la caserne de Reuilly et emprisonné à la Conciergerie depuis le 23 février, pour avoir tenté de renverser la République parlementaire afin de lui substituer la République plébiscitaire, il m'est formellement impossible d'assister à la première session de cette année.

Veuillez agréer, etc.

Paul Déroulède.

année au Salon : le dessinateur de Lajarrige, etc., etc. Les bateaux sont conduits par les compagnons de Mariel. Le nôtre a pour nautonnier M. Rupin, un savant aimable à qui M. Leygues a annoncé sa nomination dans la Légion d'honneur. C'est M. Rupin qui a sauvé M. Mariel et son compagnon dans le tragique naufrage souterrain où ils faillirent périr. Nous allons ainsi de merveille en merveille pendant ces 600 mètres dans le canal tranquille, entre les parois de concrétions se prolongeant à d'insolites hauteurs. On nous signale les curiosités qui seront célébrées. Nous passons dans le lac de la pluie, ainsi nommé à cause des eaux qui ruissellent de la voûte pour gainer le dôme, salle haute de 60 mètres au cœur de laquelle une galerie de fer installée sur une cascade pétrifiée permet de distinguer, grâce au magnésium, tous les détails du féérique tableau. Puis, impressionnés par ce spectacle, nous revenons sur les bateaux illuminés pour regagner le roide escalier.

Au sommet, la lumière du ciel, blanche, laiteuse, traversée de rayons, fait un fond d'apothéose. Cette sortie de Padirac est un spectacle. De retour au sommet des escaliers, on a remercié le ministre, lui a signalé ses collaborateurs. M. Leygues a répondu pour célébrer le beau pays de France, et, en route par un adorable soleil couchant, je griffonne ces lignes pour aller au banquet sous lequel il ne saurait être de bonne fête. Aucun toast n'a été prononcé à ce banquet.

Le ministre rentre demain matin à Paris.

Ardouin-Dumazet.

AVIS DIVERS

CHIEUX BLANCS reprennent nuance primitive, en une seule application, avec la **BAMMATRINE** inoffensive, nouvelle, de la **Parfumerie Exotique**, 35, r. du 4-Septembre, 6 fr., mandat 6 fr. 85. — Indiquer nuance.

VELOUTINE, poudre de riz spéciale préparée par CH. FAY, 9, r. de la Paix, Paris.

LE DESSOUS DES CARTES

Il n'est pas de délicat comme la santé de l'homme, et avant que d'ingurgiter tel ou tel médicament il serait bon de voir comment il a été obtenu. C'est ainsi que, comme eau purgative, on doit donner la préférence à l'eau minérale naturelle d'*Hunyadi-Janos*, d'une efficacité certaine, d'un prix modique.

PRÉCIEUSE DÉCOUVERTE du Dr MASSIUS de visagère d'av. sa *Beauté*, nide tette pale av. ses *Tubes de jeunesse*, 10, r. de Séze.

Un nouveau Dentier PRÉCISUS DUCHESNE, bte, est le plus solide de tous, 45, rue Lafayette.

MEINT FRAIS par l'emploi bienfaisant de la *ROSE ORKIDIA*, 5 fr., franco 5 fr. 85, et la *POUDRE ORKIDIE*, 3 francs, franco 3 francs 50. — LENTHERIC, PARIS.

Comme la vérité, le vrai mérite s'impose. C'est la raison du succès croissant du *Sinop* de sève de pin maritime de *Lagasse*, souverain pour la guérison des maux de gorge, rhumes, bronchites, toux nerveuse.

OUTTE, GRAVELLE, RHUMATISMES Guérison immédiate assurée par

LA LISERONNE DAVYSONN (Envoi franco de la brochure)

PHARMACIE NORMALE, 17 et 19, rue Drouot, 45 et 47, rue de Provence, Paris.

ON FAISANT repousser, en brunissant vos cils et vos sourcils, la *Sève soufrée* de la *Parfumerie Ninon*, 31 rue du 4-Septembre, donne à vos yeux, des regards de feu.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ Nous avons reçu pour la famille Deveau : de X. P., 20 francs.

AU PARQUET M. le juge d'instruction Pasquas a interrogé hier MM. Daniel Cloutier, Adolphe Posen, le docteur Aubert et Poinçon, conseiller municipal. L'information ouverte contre la Ligue des Patriotes sera close sans doute aujourd'hui.

PETIT ROMAN Une dépêche de Londres signalait hier l'arrivée dans la capitale de l'Angleterre de l'inspecteur principal de la Sûreté Houllier, chargé, affirmait-on, d'arrêter un jeune homme appartenant à une famille de la haute aristocratie française. Ce jeune homme, après avoir dérobé 250,000 francs à ses parents, avait passé le détroit, disait-on toujours, en compagnie d'une jeune et belle actrice très connue.

L'affaire est beaucoup plus simple. L'inspecteur Houllier était chargé de retrouver le fils d'une rentière du treizième arrondissement.

Feuilleton du FIGARO du 11 Avril 1899

15

NOTRE MASQUE

DEUXIÈME PARTIE

III

AUTOUR D'UN BAHUT HENRI II

— Suite —

Fayolle s'inclina respectueusement, en geste de salut, devant l'ombre du triste greffier et de l'aristocrate dame de La Pierre. Mais il ne semblait pas persuadé qu'un bahut Henri II dans le cabinet de travail du beau Julien fût nécessaire au bonheur de ces vieillards vénérables. Une sorte d'ironie douloureuse s'affirma en fines rides au coin de ses lèvres et de ses yeux.

— D'ailleurs, mon cher Marcel, vous conviendrez que dans notre propre intérêt, je ne ne peux pas subitement restreindre ma vie, aux yeux de nos amis eux-mêmes. Ce serait s'humilier inutilement devant eux, leur devenir inférieurs et perdre l'espoir de leur influence.

Car vous savez comment les gens sont faits : ils offrent leurs services seulement lorsqu'ils croient qu'on n'en a pas besoin ; ils ne prêtent leur aide qu'avec la certitude qu'on pourra la leur rendre.

Fayolle se taisait toujours. Mme Corvett s'irrita de ce silence :

— Vous voyez bien que vous me désavouez. Je ne vous convains pas.

— Ma situation vis-à-vis de vous est si délicate, je suis la vôtre si douloureuse à tant de sujets, que, je vous le répète, je ne voudrais pas prononcer un mot qui pût vous offenser.

Cependant, puisque vous voulez me

Reproduction interdite.

ment qui a dérobé 30,000 francs de titres à sa mère et qui a emmené avec lui une femme de mœurs légères, sa voisine.

Tous deux auraient été retrouvés et le fils pieux aurait rendu l'argent dérobé.

TENTATIVE DE MEURTRE

Deux camarades d'atelier, Henri Jeannot et Eugène Treillard, ouvriers mécaniciens, se prirent de querelle, avant-hier soir, dans la rue Orfila. Les deux hommes ne tardèrent pas à se venir aux mains. Jeannot, se voyant sur le point d'être terrassé par son adversaire, sortit un couteau de sa poche et en frappa Treillard à l'épaule droite. Il lui appliqua, en outre, sur la tête, un coup de canne plombée.

Le blessé tomba, à demi assommé, sur le pavé qu'il inonda de son sang. On le releva et on le transporta immédiatement dans une pharmacie d'où, après un pansement sommaire, il a été emmené à l'hôpital Tenon par une voiture des Ambulances urbaines.

Le meurtrier, arrêté par des gardiens de la paix, a été conduit chez le commissaire de police qui l'a envoyé, hier matin, au Dépôt.

EXPLOSION DE GAZ

Une violente explosion de gaz s'est produite, hier matin, à sept heures et demie, dans l'appartement occupé, 29, avenue de l'Opéra, par M. Gaillard, propriétaire.

La force de cette explosion a été telle qu'elle a démolie sur toute sa longueur, c'est-à-dire du premier au sixième étage. Il n'y a eu, fort heureusement, aucun accident de personnes.

Toutes les mesures de précaution ont été immédiatement prises par le commissaire de police du quartier pour éviter tout nouvel accident.

Le commencement d'incendie qui s'était déclaré dans l'appartement de M. Gaillard, à la suite de l'explosion, a été rapidement éteint par les pompiers accourus au premier signal.

Le gardien de la paix Trapoteaux, du dix-neuvième arrondissement, était chargé d'arrêter un nommé Félicien Morhain, âgé de vingt ans, demeurant, 34, rue Curial, inculpé d'outrages et de voies de fait envers des agents.

Mais, au moment où il s'approchait de Morhain, celui-ci, armé d'un couteau, s'élança sur lui et le frappa à la figure. Il allait redoubler lorsqu'un autre gardien de la paix saisit le forcené par le poignet et tenta de le désarmer. Une lutte s'engagea, et ce ne fut qu'après avoir été blessé lui-même à la main qu'il réussit à lui enlever son couteau.

Conduit, malgré sa résistance, par les deux agents blessés au commissariat de police, Morhain a prétendu qu'ayant la haine de la police il ne pouvait voir un agent sans être pris de l'envie de taper dessus.

Il a été envoyé au Dépôt.

Les deux gardiens de la paix, après avoir été pansés dans une pharmacie, ont été reconduits à leur domicile.

ACCIDENTS

Un jeune homme de vingt-quatre ans, Albert Poulain, a été victime, hier matin, d'un grave accident.

Vers six heures et demie, Poulain se trouvait sur l'avenue de Montsouris, monté sur un tombereau qu'il conduisait. Par suite d'un violent heurt, le charretier fut précipité de son siège sur la chaussée ; mais il tomba si malheureusement que les roues du tombereau lui passèrent sur les deux jambes qui furent broyées.

Le blessé a été transporté mourant à l'hôpital Cochin.

Un enfant, Salmon Rubens, âgé de treize ans, a succombé hier matin, chez ses parents, 48, rue du Temple, aux suites d'un accident qui lui était arrivé la veille au soir.

Salmon Rubens était tombé de bicyclette, rue de Turbigo, en face du numéro 72.

Au même instant arrivait une voiture de boucher dont le conducteur ne put maîtriser à temps le cheval. Les roues du véhicule passèrent sur le corps de l'enfant qui fut relevé sans connaissance. Tous les soins dont le malheureux a été l'objet n'ont pu l'arracher à la mort.

Jean de Paris.

Mémoire. — Des marins ont retiré de la Manche, hier matin, entre Nogent et Joinville-le-Pont, le cadavre d'un homme qui paraissait avoir fait dans l'eau un assez long séjour. L'identité du noyé n'ayant pu être établie, son corps a été transporté à la Morgue.

J. de P.

Informations

Banquet. — C'est l'auteur du *Régiment*, c'est notre collaborateur Jules Mary qui a présidé hier, chez Marguery, le dîner de la Société des gens de lettres.

Au tour de lui : MM. Charles Diguat, le commandant Schambion, Henri Demesse, le docteur Léon, Marc Mario, le docteur Privat, Henri Datin, Mmes Camille Pert, Fernande de L'Isle, etc.

Au dessert, M. Léonce de Larmadieu, vice-président de la Société, a porté, au nom de celle-ci, le toast d'honneur au président du

banquet qui, après avoir célébré le drapeau, a bu au travail, MM. Ernest Benjamin, Pierre Sales, Louis Enault, Dionys Lecomte, etc.

Le toast, en de chaleureux toasts, rendu hommage à notre premier romancier populaire.

Figaro à la Bourse

Lundi 10 avril.

Nous avons été hésitants au début, et même plus qu'hésitants : faibles. Cela, parce qu'on s'attendait à des reports énormes à Londres. Or, ils n'ont pas été énormes du tout. Bien sûr, l'argent n'a pas donné ses services à l'œil ; mais il y a un considérable écart entre les exigences exorbitantes qu'on redoutait et le taux réel du loyer des capitaux. Ce fait, d'où il ressort que le marché anglais s'est un peu dégaissi, a naturellement produit une bonne pression ; et la fin de la journée a consolé les acheteurs de leurs ennemis du commencement.

Le 3 0/0 regagne 2 centimes à 101 87 après 101 83 et 101 95 ; il pousse une pointe vers le dernier cours après Bourse. Le 4 1/2 0/0 passe de 103 52 à 103 60. Au comptant, immobilité parfaite.

L'Extérieure espagnole est toujours en butte aux attaques des baissiers ; mais elle résiste avec une énergie farouche, et, après 58 65, monte vivement à 59 25. A ce cours, par exemple, des réalisations se produisent, et on revient à 59 02 ; mais c'est tout de même une augmentation de 43 centimes sur samedi.

Les *Bons cubains*, moins solidement défendus, perdent 20 centimes, le 6 0/0 à 275 et le 5 0/0 à 237. — L'Italien reprend sans difficulté le cours rond de 95 ; c'est 15 centimes de hausse. Les valeurs russes, toujours méprisées, les rentes, gardent les leurs, au contraire, sont en reprise de 30 à 50 centimes, le 5 0/0 à 70 20, le 4 0/0 à 61 60. Les titres turcs restent hésitants et perdent de 5 à 7 centimes, le C à 26 80 après 26 65, le D à 22 70 ; la Banque ottomane est à 566, sans grand changement.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

Les obligations de la Ville de Paris sont très fermes ; les 1894-96 sont en avance. Ils auraient depuis longtemps atteint le pair si leur classement n'était subordonné à l'émission de la totalité de l'emprunt ; et on sait que cet emprunt est offert au public par tranches. Quand on en aura placé le solde, ce dont on s'occupe actuellement, les obligations 1894-96 feront certainement le pair.

fonctionner avec son effectif complet de 200 pilons :

	Nombre de tonnes broyées	Nombre d'onces d'or	Bénéfices en livres sterling
Septembre.....	27.816	46.771	30.650
Octobre.....	29.000	47.379	31.100
Novembre.....	29.120	47.457	30.900
Décembre.....	29.264	49.043	37.000
Janvier.....	28.900	47.304	32.000
Février.....	26.200	45.427	26.280
Mars.....	30.000	47.508	31.100

Sauf en décembre, qui est un mois exceptionnel, puisqu'on y procède au nettoyage à fond des appareils de traitement, et en février, qui est un mois court, on peut constater avec quelle régularité les rendements se maintiennent. Pour mars, il y a lieu de remarquer que la batterie a broyé 736 tonnes de plus que pendant le mois le plus fort, quoique le nombre de pilons soit resté le même. C'est un progrès dans l'efficacité du broyage, qui doit se traduire ultérieurement par un supplément de profit par tonne.

Les actions *Rose Deep* ont été demandées hier jusqu'à 10 liv. st. 1/2 ; elles clôturèrent à 10 liv. st. 3/8 (261 fr. 55).

Henry Dupont.

L'Equitable des Etats-Unis

PROSPÉRITÉ CROISSANTE. BÉNÉFICES DISTRIBUÉS. AFFAIRES SOUSCRIPTIONS.

On nous communique le rapport officiel adressé à ses assurés par l'administration centrale de l'*Equitable des Etats-Unis*. Nous sommes heureux d'en soumettre quelques extraits à nos lecteurs. Ce document précis et vérifiable est intéressant à plus d'un titre et il permet de se rendre un compte exact de la prodigieuse rapidité avec laquelle l'*Equitable*, grâce à ces innovations intelligentes, grâce à son sens pratique des affaires et à la sage administration des capitaux qui lui ont été confiés, a pu, en trente-neuf ans et demi, ériger et établir au premier rang des Compagnies d'assurances sur la vie.

Nous trouvons d'abord un tableau, fort instructif, de l'accroissement de l'actif ou fonds de garantie, ainsi que de l'excédent d'actif ou surplus. Rappelons ici que l'excédent d'actif est le critérium absolu de la puissance et de la prospérité d'une Compagnie d'assurances, puisqu'il représente la somme restant entre les mains de la Compagnie après tous débits et règlements de sinistres, après toute distribution de bénéfices, et qui est destinée à sauvegarder le paiement des futurs dividendes.

L'*Equitable*, nous l'avons dit, a été fondée en juillet 1859.

Au 31 décembre 1859, c'est-à-dire, après six mois d'exercice, sa situation s'établissait ainsi :

Actif	Excédent d'actif
606,904 fr.	498,337 fr.

Elle s'éleva rapidement et nous voyons :

Actif	Excédent d'actif
606,904 fr.	498,337 fr.

Au 31 décembre 1870 68,598,346 fr. 2,116,790 fr.
Au 31 décembre 1880 218,004,532 fr. 123,039,814 fr.
Au 31 décembre 1890 1,237,658,841 fr. 261,500,112 fr.

Le ressort de cet aperçu de chiffres que l'*Equitable*, en trente-neuf ans et demi, a réalisé un actif de 1,339,050,500 francs supérieur de 816,052,908 francs à celui réalisé pendant une période d'exercice du même durée, par une autre Compagnie opérant dans le monde entier.

L'*Equitable*, en trente-neuf ans et demi, a constitué un excédent d'actif de 297,028,000 francs supérieur de 203,058,546 francs à celui constitué, pendant une période d'exercice correspondante, par toute autre Compagnie opérant dans le monde entier.

Si nous voulons, maintenant, examiner quelle somme de bénéfices l'*Equitable*, de 1859 à 1897, a payée à ses assurés, nous voyons que, seule, elle a pu distribuer pendant ces quarante années un total de 57,468,974 francs, tandis que la Compagnie de la vie, pendant la même période, n'a pu distribuer que 14,888,357 francs.

En résumé, l'*Equitable*, depuis nombre d'années, a réparti entre ses assurés, par moyenne annuelle, 40 millions de francs, ce résultat qu'elle n'a jamais obtenu par aucune Compagnie d'assurances-vie au monde.

Il est vrai de dire que l'*Equitable* possède le portefeuille d'assurances en cours le plus

important qui soit : 5,116,439,278 francs et qu'elle a enregistré depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1898 un total d'affaires s'élevant à 16 milliards 455 millions de francs. Il a été récemment mené grand bruit, avec de piètres arguments d'ailleurs, autour des 45 milliards d'affaires enregistrées par l'*Equitable*, de 1859 à 1897. Pour donner le change à l'opinion, on a essayé de faire croire que l'intention de l'*Equitable* était de faire figurer ces 45 milliards comme un montant de polices acceptées et émises. Il n'en est rien, l'*Equitable* l'a du reste fort nettement expliqué. Ce chiffre représente le total des assurances souscrites en 38 ans, ce qui ne veut pas dire que toutes aient été acceptées et suivies d'émission de polices. L'*Equitable*, en effet, soucieuse des intérêts de ses sociétaires et fidèle observatrice du principe de la mutualité, a toujours fait une sélection très sévère des risques qui lui sont présentés. C'est ainsi qu'en 1898 elle n'a accepté que 1,028,035,000 francs d'affaires nouvelles qui avaient été souscrites.

Ce chiffre énorme de 15 milliards, que nulle autre Compagnie n'a jamais atteint, sert à démontrer d'une façon précise et concluante quelle confiance absolue l'*Equitable* a su inspirer dans les deux mondes au public éclairé et soucieux de ses intérêts.

A titre comparatif, nous allons énoncer le chiffre des affaires enregistrées par les trois grandes mutuelles Américaines depuis leur fondation jusqu'en 1897. — Une d'elles n'ayant pas encore fait connaître la production de 1898 nous sommes obligés d'arrêter la comparaison au 31 décembre 1897.

1^{re} Compagnie, l'*Equitable*, 38 ans et demi d'exercice : 15 milliards 427 millions.
2^e Compagnie, 54 ans d'exercice : 13 milliards 656 millions.
3^e Compagnie, 52 ans d'exercice : 12 milliards 837 millions.

Tout commentaire serait superflu. Nous avons, du reste, déjà établi, dans un précédent article, quelle était, après leur 40^e année d'exercice, la situation de ces mêmes Compagnies, et nous avons ainsi prouvé que la moyenne générale de l'ensemble des opérations de l'*Equitable* était de 237 0/0 environ supérieure à celle de toute autre Compagnie pendant la période correspondante de gestion.

Tous les chiffres que nous venons de citer sont rigoureusement exacts et absolument irréfutables : ils émanent de documents officiels qui ne peuvent être ni contestés ni discutés. Rien ne prévaudra contre la situation acquise par l'*Equitable*, ni les puérils essais de dénigrement, ni les attaques, empreintes de la plus insigne mauvaise foi, dont elle est parfois l'objet et dont elle se sera très probablement toujours, par la simple raison qu'elle restera « pas un jour, mais pour toujours » la plus puissante Compagnie d'assurances-vie au monde.

NOTE MONDAINE

Dans toutes les réunions élégantes permises par l'instabilité du temps, et notamment au Concours hippique, l'immense vogue du costume tailleur a été constatée unanimement.

Nous l'avons dit au début de la saison, c'est dans la jupe qu'un changement radical a été opéré, et sans doute ici la question de la double jupe ou de la tunique qui concerne les seules élégantes qui n'hésitent pas devant la dépense, nous devons reconnaître que la jupe simple, très collante du haut et des hanches, pour les personnes sveltes, jupe dont l'ampleur est reportée en arrière et formant presque demi-trappe, est la formule du moment, le plus distingué et le plus pratique à la fois. C'est votre tailleur ou votre couturier qui décideront si la jupe doit être ouverte devant, sur les côtés ou derrière, car il serait absurde de préconiser une mode uniforme. La garniture adoptée consiste en piqûres répétées, même à satiété, avec broderies pour les costumes riches.

Nous ne saurions oublier ici que c'est Crémieux, 97, rue Richelieu, qui est le roi du costume tailleur. Pour 140 francs, vous trouverez chez lui le costume tailleur sur mesure en cover-cot très fin, jupe et jaquette doublées hongroise. Au moment où chacune de nos lectrices prépare un voyage ou un villégiature, il est bon de se hâter et de se souvenir que, seuls, de nombreux essayages peuvent réaliser la perfection attendue. Or, les commandes affluent et il y a foule dans les brillants magasins de la rue Richelieu, 97.

TELEGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 10 Avril

Pour les victimes de Toulon

LE HAVRE. — La musique des équipages de la flotte de Toulon est arrivée hier soir au Havre, venant donner un concert au profit des victimes de la catastrophe de Toulon. Les musiciens ont été reçus à la gare par le Comité des fêtes et par la musique de la douane. Ils ont traversé la ville au milieu d'une foule très compacte qui les a acclamés.

Un banquet leur a été offert, à huit heures ce soir, au lycée, par le Comité des fêtes.

Interrogatoire de Max Régis

ALGER. — Aujourd'hui, dans l'après-midi, M. Guzin, juge d'instruction, s'est rendu au fort de Sidi-Ferruch afin de procéder à l'interrogatoire de Max Régis. Ce ma-

Le voyage de M. Lockroy

BREST. — Le ministre de la marine vient de quitter Brest avec l'escadre du Nord. L'appareillage a commencé à une heure. En tête marchait la division de l'Ecole supérieure de guerre et les croiseurs de l'escadre, escortés de cinq torpilleurs de la défense mobile ; la première division de l'escadre du Nord, ayant le *Surcouf* en tête, suivait.

M. Lockroy, à l'arrière du *Formidable*, ayant près de lui l'amiral Sallandrouze de Lamornaix, examinant les forts et les batteries du goulet de Brest. Dans les ouvrages, des artilleurs se tenaient derrière les pièces. A deux heures, l'escadre est hors de vue. L'escadre légère va prendre contact avec la côte anglaise ; puis elle reviendra pour chercher à surprendre la première division.

